

Une Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°3 / SEPTEMBRE 2013
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

États fragiles

Vivre dans la peur, la violence
et la pauvreté – un reportage
au Honduras

Myanmar : après l'ouverture,
la désillusion

Aide humanitaire : le difficile
accès aux victimes



Sommaire

DOSSIER



ÉTATS FRAGILES

6 L'école à l'abri des barbelés

La grande majorité des jeunes Honduriens n'ont pratiquement rien connu d'autre que la pauvreté, la peur, l'insécurité et l'absence de perspectives

11 « Beaucoup de gens se taisent parce qu'ils ont peur »

Entretien avec la sociologue hondurienne Julieta Castellanos

13 Réformer la police pour enrayer la violence

Dans les pays fragiles, la DDC et d'autres donateurs renforcent les institutions étatiques, afin d'améliorer les conditions de vie

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 Transition douloureuse vers la démocratie

Après des décennies de dictature et de repli sur soi, le Myanmar s'ouvre au monde à une vitesse vertigineuse

21 Une journée sur le terrain avec...

Peter Tschumi, directeur de coopération et ambassadeur suppléant de la Suisse à Yangon

22 Home Sweet Home

Nwet Kay Khine parle des jeunes de son village, qui émigrent en Thaïlande

DDC



23 L'écologie enseignée aux petits Macédoniens

Un projet de la DDC soutient l'éducation à l'environnement dans les écoles de Macédoine

24 Des pistes vers le développement

Dans l'est du Burkina Faso, la construction de pistes rurales améliore l'accès des habitants aux marchés et aux services de base

FORUM



27 Dilemmes pour accéder aux victimes de conflits

Dans les zones de guerre, les organisations humanitaires ont de plus en plus de difficultés à accéder aux victimes

30 Les exclus du pastoralisme

Carte blanche : l'Éthiopien Getachew Gebru explique pourquoi un nombre croissant d'éleveurs sont contraints de renoncer à ce métier dans son pays

CULTURE



31 « Il n'y a plus ni Hutus ni Tutsis au Rwanda »

Entretien avec l'écrivaine rwandaise Scholastique Mukasonga

3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

33 Service

35 Coup de cœur avec Sandro Lunin

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Tout en restant silencieux, ils crient

Un vent impitoyable balaie le petit village de l'Hindou Kouch. Au fond de la vallée, la boue et les pierres charriées par les eaux ont tout recouvert. La crue de la rivière a détruit les rares terres fertiles. Bien que la neige tapisse encore les zones ombragées, les gens ne portent que de modestes sandales en cuir. Je me trouve dans la vallée de Swat, que l'armée pakistanaise a reconquise aux talibans, maison après maison, il y a quelques années. Aujourd'hui encore, la région reste peu sûre.

Changement de décor : Ciudad Bolívar, dans la banlieue de Bogotá. Dans ces cabanes et autres logements de fortune vivent des gens venus des zones rurales. Fuyant le conflit entre la guérilla, les paramilitaires et l'armée, ils ont fini par arriver ici après plusieurs étapes. La plupart d'entre eux étaient de petits paysans. Rares sont ceux à qui la capitale permettra de réaliser leur rêve, à savoir trouver nourriture et emploi. Je quitte cette zone peu hospitalière avant la tombée de la nuit. Car, alors, les bandes armées en prennent le contrôle et ni la police ni l'armée n'osent plus s'y aventurer.

À Port-au-Prince, l'air est chargé d'une lourde humidité tropicale. Circulant à moto ou poussant des carioles sur les routes démolies, les gens passent rapidement devant des maisons effondrées. Ici, la terre a tremblé. Depuis l'avion, au moment d'atterrir dans la capitale haïtienne, on voyait déjà les forêts déboisées, grandes balafres dans un paysage malmené. Au bord de la chaussée, j'aperçois de longues files d'attente : les Casques bleus de l'ONU distribuent de l'eau et de la nourriture. Tout à coup, une citation de Cicéron me vient à l'esprit : « Tout en restant silencieux, ils crient. »

Voilà les images de quelques contextes fragiles. Les gens qui y vivent n'ont guère de liberté. La peur et les pénuries sont leur lot quotidien. Dans ces pays, la lutte contre la pauvreté piétine, alors qu'elle a fait de grands progrès au niveau mondial. L'État n'est plus en mesure d'assumer ses tâches fondamentales. Les services de

base – éducation et soins médicaux, par exemple – font le plus souvent défaut.

Ces prochaines années, la Suisse s'engagera davantage dans les pays fragiles. En plus de son aide humanitaire, elle réalisera des programmes permettant d'améliorer durablement les conditions de vie. C'est ce que le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé en adoptant la stratégie 2013–2016 de la coopération internationale. Les efforts ne seront pas déployés là où l'on peut escompter un succès rapide, mais là où la misère humaine est la plus criante.

La DDC a déjà obtenu de bons résultats lors d'interventions dans de tels contextes. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui expliquent l'accroissement de son engagement. Notre action ne consistera pas à inonder ces pays de projets, mais à soutenir les efforts locaux. L'objectif est de promouvoir leur autonomie. Dans ces conditions difficiles, une collaboration étroite avec d'autres donateurs et des organisations internationales joue un rôle d'autant plus important. Sur ce plan aussi, la DDC a fait beaucoup de chemin.

S'engager dans des contextes fragiles, c'est aussi risquer les revers et les échecs. Nous devons en tirer les leçons. Ces enseignements nous aideront à progresser – et, avec nous, les habitants de la vallée de Swat, de Ciudad Bolívar et de Port-au-Prince.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

La conférence annuelle de la coopération internationale, qui se tiendra le 27 septembre au Palais des Congrès de Lugano, portera sur le thème « Un monde fragile : les perspectives des jeunes ». Informations : www.ddc.admin.ch/ca_cd

Périscope

Patricio Crocker/Archivlatino/laif



Une année dédiée à la «graine d'or»

(jls) Le quinoa se cultive depuis des millénaires dans les Andes, à plus de 4000 mètres d'altitude, où il constitue l'alimentation de base des populations indigènes. Depuis quelques années, il connaît un succès grandissant non seulement en Amérique latine, mais également dans les pays du Nord. En hommage aux peuples qui ont su préserver cette culture ancestrale, l'ONU a proclamé 2013 «Année internationale du quinoa». Elle entend aussi promouvoir une céréale qui pourrait renforcer la sécurité alimentaire. Le quinoa possède en effet une haute valeur nutritive : il contient tous les acides aminés essentiels, des oligo-éléments et des vitamines. De surcroît, la «graine d'or» des Andes s'adapte à des climats très variés, voire hostiles, et à des températures allant de -8 à 38 degrés. Elle supporte également la sécheresse et pousse donc facilement dans des zones semi-arides. L'ONU estime que cette résistance fait du quinoa une culture de choix pour la région du Sahel, où la malnutrition est endémique. www.fao.org/quinoa-2013

Internet à la portée des analphabètes

(gn) Il sera bientôt possible, pour les personnes non alphabétisées et n'ayant pas d'ordinateur, d'aller chercher toutes sortes de renseignements sur Internet. Voices, un programme à commande vocale, leur permettra de naviguer sur la Toile, et même de twitter, en se servant simplement de leur téléphone portable. Il est actuellement à l'essai au Mali, dans le cadre d'un système d'information pour les paysans. Comparé à d'autres logiciels de diffusion d'informations, basés sur l'envoi de SMS, Voices a l'avantage d'être accessible directement à tous les utilisateurs, relève Mary Allen, direc-

trice de l'organisation malienne Sahel Eco. Le défi consiste à créer une base de données en langue locale, car le moteur de recherche doit pouvoir saisir les questions posées oralement et offrir des réponses appropriées sous forme de fichiers audio. www.mvoices.eu

Les entreprises ghanéennes bientôt à sec

(bf) Ce n'est plus l'Asie, mais l'Afrique, qui est la locomotive de l'économie mondiale. Sur le continent noir, 350 millions de personnes appartiennent déjà à la classe moyenne. Cependant, le manque d'eau potable, qui touche surtout les régions urbaines, freine la croissance. Les investis-

sements consacrés à l'adduction d'eau exercent une influence énorme sur les résultats de l'économie africaine, car nombre d'entreprises ont besoin de cette ressource pour fonctionner. Les autres investissements – irrigation, électricité ou extension des réseaux routier et ferroviaire – ne jouent qu'un rôle secondaire. Prenons le cas du Ghana, où 86% des habitants n'ont pas accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires appropriées. L'économie, qui repose avant tout sur l'or, le cacao et le pétrole, devrait afficher cette année une croissance de 8%. Or, des experts prévoient que ce pays va au-devant de graves difficultés s'il ne réhabilite pas l'ensemble de ses canalisations. «La crise de l'eau potable affecte déjà les performances de notre économie», affirme l'économiste Robert Darko Osei, chercheur à l'Université du Ghana. www.ug.edu.gh

Des eaux usées pleines de nutriments

(gn) En Inde, on appelle *honey-suckers* – littéralement «têteurs de miel» – les camions qui vidangent les fosses septiques et les latrines. Bien que leur chargement soit loin de fleurir bon le miel, il se vend comme des petits pains : les paysans recourent de plus en plus aux excréments humains pour fertiliser leurs champs. En général, ils font sécher ces boues de vidange, afin de détruire les agents pathogènes et d'accroître la concentration des nutriments. Pay Drechsel, de l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI), au Sri Lanka, est convaincu qu'à l'avenir, on utilisera toujours davantage les eaux usées pour la production de nourriture : «Au lieu d'évacuer nos problèmes en tirant la chasse, nous devons nous efforcer de boucler le cycle alimen-



Vishwanath Srikantiah

taire.» Une telle solution passe bien entendu par le conditionnement des eaux usées, destiné à éliminer tout risque de contamination. Chaque année, un être humain produit 500 litres d'urine et 50 kilos de matières fécales. À l'échelle de la population mondiale, ces quantités pourraient remplacer 40% des engrais chimiques.

www.irc.nl/page/72840

Moins d'enfants, plus de croissance

(bf) Bien des pays pauvres voient leur développement entravé par la persistance d'une forte croissance démographique. S'ils parviennent à réduire leur taux de natalité, ils ont de grandes chances d'enregistrer des progrès socioéconomiques et de récolter ainsi le «dividende démographique». C'est le cas du Bangladesh. Selon l'Institut berlinois pour la population et le développement, ce pays de 150 millions d'habitants a pris à temps les bonnes décisions. Il a investi dans la formation, réalisé des programmes de planning familial et encouragé l'intégration des femmes sur le marché du travail. Résultat : les Bangladaises ont aujourd'hui en moyenne 2,4 enfants, contre six il y a 25 ans. La part des actifs dans la population s'est accrue, tandis que celles des personnes économiquement dépendantes – enfants



Dessin de Jean-Augustin

et vieux – a diminué. Comme le souligne l’institut allemand, une telle modification de la pyramide des âges peut avoir un effet considérable sur les performances économiques nationales. Selon le Rapport de l’ONU sur le développement humain 2013, le Bangladesh est l’un des pays

qui ont le plus progressé ces dernières années sur le plan des revenus, de la santé et de la formation.

www.berlin-institut.org,
«*Demografische Dividende*»

L’enveloppe de salaire remplacée par un SMS

(jls) La République démocratique du Congo a décidé l’an dernier de verser le salaire de ses fonctionnaires sur des comptes bancaires. Jusqu’ici, enseignants, policiers, militaires et autres agents de l’État étaient payés en liquide par leurs supérieurs. Le nouveau système, d’abord mis en place dans les grandes villes, devrait se généraliser cette année. C’est l’essor des services financiers par téléphone portable, ou *mobile banking*, qui a rendu possible cette petite révolution.



Reclux/laif

En effet, si les succursales bancaires sont rares à l’intérieur du pays, les portables, eux, sont omniprésents. Lorsque le salaire arrive sur son compte, le client en est informé par un SMS qui contient un code. Il peut alors retirer son argent dans la boutique d’un opérateur téléphonique. Le principal avantage

pour les fonctionnaires est qu’ils perçoivent enfin la totalité de leur paie. Auparavant, chaque niveau de la hiérarchie prélevait sa dîme au passage. Il n’était pas rare qu’un soldat, rémunéré théoriquement 60 dollars par mois, n’en reçoive que cinq.



Sven Torfinn/laif



DOSSIER

Dans leur école bien protégée, les élèves se sentent en sécurité. Ils peuvent jouer librement et travailler dur pour réaliser un jour leurs rêves.

L'école à l'abri des barbelés

La majeure partie de la population du Honduras a moins de 30 ans. Selon les sociologues, c'est là une chance unique pour le développement d'un pays. La réalité est toutefois différente : la plupart des jeunes Honduriens vivent depuis leur naissance dans un contexte fragile. Ils n'ont pratiquement rien connu d'autre que la pauvreté, la peur, l'insécurité et l'absence de perspectives. Un reportage de Gabriela Neuhaus.



Eros Hoegland Reuters/afp



Tout adolescent des quartiers pauvres est d'emblée soupçonné d'être un criminel.

Comme tant d'autres qui ont renoncé aux activités criminelles pour recommencer leur vie dans la légalité, Jovel Miranda aurait été victime de règlements de comptes internes, selon M^{sr} Romulo Emiliani, archevêque de San Pedro Sula : « J'ai accompagné 200 jeunes désireux de sortir des gangs. Jusqu'ici, 66 ont été assassinés. Avec Jovel, cela fait 67. » Engagé depuis des années aux côtés des adolescents vivant dans la précarité, l'homme d'Église connaît bien le monde des *maras*.

D'autres avancent des explications différentes. Ce crime pourrait être de nature politique, car Jovel Miranda, qui dirigeait une organisation venant en aide aux jeunes, était une personnalité très exposée. Selon une troisième source, il aurait fourni à des journalistes des informations sur des délits dans lesquels la police avait collaboré étroitement avec les bandes criminelles.

Un contexte hostile qui entrave le développement

Comme souvent au Honduras, on ne connaîtra probablement jamais la vérité. Si tout le monde parle des crimes violents qui se commettent dans le pays jour après jour, ceux-ci sont rarement élucidés. « Les unes des journaux et les statistiques consacrées au nombre d'homicides engendrent une culture de la terreur et de la peur, que l'État ne fait qu'alimenter », regrette Wilfredo Serrano Muñoz, un étudiant en sociologie âgé de 24 ans. Il estime que les jeunes n'ont aucune perspective dans ce pays et que tout adolescent est d'emblée soupçonné d'être un criminel.

Ce constat n'est pas faux, confirme Itsmania Pine-

La date de l'interview était fixée. Un endroit sûr avait été trouvé dans cette ville de San Pedro Sula qui affiche le taux d'homicides le plus élevé du monde. Jovel Miranda, notre contact sur place, avait tout organisé. Mais la rencontre prévue avec lui et deux membres des *maras*, ces gangs de jeunes très violents, n'aura jamais lieu. Quelques heures après avoir fixé le rendez-vous, ce père de famille de 31 ans est mort. Tué par balles, précise une voix de femme au téléphone. Lui-même avait appartenu à une *pandilla* (voir texte en marge page 8) avant de militer pour la réinsertion des jeunes ayant quitté ces bandes armées. Il a été exécuté par deux inconnus, alors qu'il circulait dans le taxi de son père.

Amérique centrale





Stephen Ferry/Reuters/afp
Julien Chatain/afp



Au Honduras, les fusillades en pleine rue font partie de la vie quotidienne.

Des gangs locaux et nationaux

À l'instar du Guatemala et du Salvador, le Honduras compte de nombreux gangs criminels, qui sont largement responsables de l'escalade de la violence. On distingue les *maras*, actives dans l'ensemble du pays, et les *pandillas*, dont le rayon d'action se limite à un quartier ou à une région. À l'origine, il s'agissait de groupes de jeunes dont les membres affichaient leur appartenance en arborant des tatouages. Avec leurs rituels et leurs lois implacables, ces gangs sont devenus pour beaucoup une famille d'adoption. Les *maras*, en particulier, ne sont plus uniquement des bandes de jeunes. Dotées de structures mafieuses, elles sont étroitement liées au trafic international d'armes et de drogue. Elles recrutent fréquemment des *pandillas* et des adolescents comme assistants. Elles les chargent de vendre de la drogue localement, d'encaisser l'argent du racket, voire d'exécuter des meurtres.

da Platero, une militante des droits de l'homme qui travaille depuis vingt ans avec les adolescents des quartiers pauvres : « En 2004, le gouvernement a promulgué une loi contre les *maras*, selon laquelle le simple fait d'appartenir à un tel gang ou celui de porter un tatouage étaient punissables. » La loi a certes été abrogée en 2007, mais le gouvernement a maintenu sa politique répressive contre les jeunes – connue sous le nom de *mano dura*. Il est avéré que, dans de nombreux cas, les forces de l'ordre ou le personnel carcéral ont littéralement exécuté des enfants et des adolescents. « En même temps que les jeunes, on a criminalisé la pauvreté, car il semble que les bandes criminelles recrutent leurs membres dans les quartiers défavorisés », ajoute Itsmania Pineda.

Eugenio Sosa, professeur de sociologie à l'Université nationale autonome du Honduras (Unah), pense lui aussi que cela ne mène à rien de soupçonner sans discernement tous les jeunes des quartiers pauvres. À son avis, l'accroissement de la violence et de la criminalité est dû au fait que la population a doublé au cours des trente dernières années, tandis que l'économie a stagné. La jeunesse devrait mettre son potentiel au service du développement du pays. Au lieu de cela, elle évolue dans un contexte hostile, sans espoir de trouver un emploi régulier. « Cette situation a généré une économie basée sur la violence », affirme Eugenio Sosa. « Certains deviennent délinquants pour survivre, d'autres pour s'enrichir toujours davantage. » Les auteurs des délits sont issus de toutes les couches de la société. Le

plus souvent, ils échappent aux sanctions, ce qui favorise encore la violence et crée un climat de peur et d'insécurité.

Tous ne rêvent pas d'émigration

San Lorenzo, paisible ville frontalière du sud du pays, est épargnée par ce climat délétère. En s'entretenant avec les habitants, on constate avec surprise qu'ils ne parlent pas tout le temps de meurtres et d'assassinats. La vie publique semble détendue dans cette petite cité propre. Beaucoup de ses maisons colorées sont neuves. Elles ont été construites grâce à l'argent que les émigrants honduriens envoient au pays depuis les États-Unis ou l'Europe. Après avoir interrompu ses études pour des raisons économiques, Judith Hernandez a confié ses deux enfants à des parents et est partie en Espagne, où elle a travaillé pendant sept ans comme auxiliaire. Les 300 euros qu'elle envoyait chaque mois ont servi à nourrir la famille et à entretenir la maison. Au printemps dernier, Judith n'a plus trouvé de travail en Espagne, à cause de la crise, et est revenue au pays. Elle cherche maintenant un emploi aux États-Unis. Son frère et le père de sa fille y sont déjà établis. Ils travaillent dans la construction de routes. Pratiquement chaque famille de San Lorenzo a des proches à l'étranger. L'émigration n'est pourtant pas le rêve de tous. Martin José, un pêcheur de 23 ans, et ses confrères, savent qu'ils ne partiront pas : « Nous menons une vie saine ici et avons tout ce qu'il nous faut. » Ils viennent de vendre les poissons pêchés ce matin. Comme chaque week-end, ils espèrent



Les groupes de jeunes reconnaissables à leurs tatouages sont devenus depuis longtemps des gangs dotés de structures mafieuses – à droite, un membre de la « mara » Salvatrucha assassiné.

maintenant gagner quelques sous supplémentaires en emmenant des touristes visiter les forêts de mangroves.

La débrouillardise est de mise

À Tegucigalpa, la capitale, beaucoup d'habitants doivent également lutter pour s'en sortir. Même le revenu des fonctionnaires n'est pas garanti. Comme nombre de ses collègues enseignants, Suyapa Martínez n'a plus touché son salaire depuis cinq mois, car l'État est exsangue. Élevant seule ses enfants, elle continue malgré tout d'enseigner pour garder son poste. Le matin, avant d'entreprendre le long trajet en bus qui la conduit à son travail, elle prépare de la soupe que son fils Francisco va vendre par portions dans le quartier durant la journée. Geronimo, un voisin de 17 ans, subvient à ses besoins en commercialisant des chips qu'il confectionne lui-même. Quant à la famille de Josselin, 12 ans, elle vit de la vente de *tortillas*.

C'est grâce à de telles micro-entreprises que la majorité des habitants de Las Torres peuvent plus ou moins garder la tête hors de l'eau. Hélas, l'insécurité n'arrange pas les choses dans ce quartier situé juste derrière le City Mall, le plus grand centre commercial d'Amérique centrale : Las Torres est le fief de la *mara* Salvatrucha, explique Itsmania Pineda Platero, qui vit ici. « Passé 17 heures, les membres de la bande ne laissent plus les gens de l'extérieur pénétrer dans le quartier. Souvent, nous n'osons plus sortir et restons enfermés chez nous, comme si nous étions en guerre. »

Des baskets sur les lignes électriques

Tegucigalpa est réputée particulièrement dangereuse. Tous ceux qui en ont les moyens se déplacent en voiture ou font appel à un taxi de confiance, même pour des trajets très courts. Ils vivent dans des lotissements fermés, protégés par des murs élevés et des clôtures électrifiées. La classe moyenne ne passe pas ses loisirs dans des lieux publics, mais dans des galeries marchandes étroitement surveillées.

Quand on ose une balade à travers le centre-ville, on est toutefois surpris par la normalité qui y règne. Sur la place de la cathédrale, de jeunes chrétiens chantent et dansent, des enfants chassent les pigeons, un père achète une glace à sa fille... Un couple d'amoureux flâne dans la zone piétonne, où de nouveaux magasins se sont ouverts et où des arbres ont été plantés récemment. Un simple regard en l'air suffit cependant pour rappeler que le danger est bel et bien là : une paire de baskets est accrochée à la ligne électrique. On dit que c'est le moyen utilisé par les trafiquants de drogue et les bandes criminelles pour marquer leur territoire.

« Dans mon quartier, la drogue fait partie du quotidien », raconte Jason, 16 ans. Très jeune, il a rejoint un gang. Depuis, il a vécu le plus souvent dans la rue. Il raconte que les plus âgés des *mareros* envoyaient les mineurs vendre de la drogue, afin de financer leur propre consommation. Cannabis, cocaïne, crack, Jason dit avoir goûté à tout ce qui se présentait. Jusqu'au jour où un inconnu a essayé de le tuer. Sans doute un trafiquant appartenant à une

Triste record

Le Honduras détient le record du monde des homicides : alors que l'on dénombrait 34 assassinats pour 100 000 habitants en 2004, ce taux a atteint 85,5 en 2012. Au total, 7 172 personnes ont été tuées l'an dernier, en majorité par balles. Selon les estimations officielles, quelque 800 000 armes, dont 81 % ont été acquises en toute illégalité, sont en circulation dans ce pays de 8 millions d'habitants. C'est surtout dans les villes et dans les régions du nord que la violence a redoublé ces dernières années. San Pedro Sula, par exemple, enregistre en moyenne 3,3 assassinats par jour, dont la plupart sont liés à des activités criminelles. Au nombre des victimes, on compte aussi beaucoup de journalistes, d'avocats et de défenseurs des droits de l'homme.



Gabriela Neumann (3)



Ambiance détendue dans la zone piétonne de Tegucigalpa, où Betsy et sa mère vendent des noix grillées et des sucres. Les enfants issus de milieux modestes doivent lutter pour survivre.

« Un peu compliqué »

Interrogés sur leur situation, les Honduriens répondent souvent par une simple phrase : « C'est un peu compliqué. » Jonathan, qui vit chez sa grand-mère et ne trouve pas de travail, utilise cette expression pour résumer son échec scolaire. Un gardien décrit ainsi le fait de devoir traverser la ville à pied dans l'obscurité, afin d'arriver à l'heure à son travail. « Un peu compliqué » qualifie aussi la vie de ce professeur qui change sans cesse de numéro de téléphone portable pour des raisons de sécurité, ou la situation de cette mère célibataire qui doit nourrir ses trois enfants tout en essayant de rattraper ses années de scolarité.

bande rivale. Ce jeune garçon chétif a eu une chance inouïe de survivre à ses blessures par balles. Il s'en remet lentement dans le centre de réhabilitation pour anciens toxicomanes, le Proyecto Victoria. « Les plus grandes difficultés ne commencent généralement qu'après la désintoxication », observe Mario Fumero, qui a fondé en 1977 ce centre unique en son genre au Honduras. « Drogue, violence et bandes criminelles forment un tout. Celui qui veut s'en sortir ne peut plus retourner dans son environnement habituel. Il doit recommencer sa vie ailleurs. » La mère de Jason a d'ailleurs déménagé dans un quartier où personne ne connaît l'histoire de son fils. L'adolescent n'en craint pas moins le jour où il devra quitter le havre de paix que représente le Proyecto Victoria.

« C'était l'un des meilleurs »

Dans le quartier pauvre de Los Pinos, les rues cahoteuses sont désertes. Récemment rénovée, l'école est entourée de hauts murs et de barbelés. C'est une protection contre les voleurs et les trafiquants de drogue, qui constituent une menace permanente, expliquent les élèves. À l'intérieur du bâtiment, ils se sentent en sécurité et travaillent dur afin de réaliser leurs rêves : Libni, 14 ans, veut étudier la médecine pour pouvoir aider les gens. Dans cette clas-

se du degré secondaire, d'autres élèves aspirent à devenir avocat, vétérinaire, architecte, ingénieur, psychiatre ou enseignant. Ces jeunes savent cependant combien ils devront lutter pour atteindre leur objectif : tous vivent dans des conditions précaires. Leurs familles manquent souvent d'argent pour acheter de l'eau potable et de la nourriture.

« Si je veux passer mon bac, puis aller à l'université, je devrai travailler pour gagner de quoi vivre et financer ces coûteuses études », souligne Libni. Le chômage élevé, le climat de violence, les bandes criminelles et la drogue ne font qu'aggraver une situation déjà difficile. Pour des raisons de sécurité, beaucoup d'écoles ont par exemple supprimé les cours du soir. Cette mesure pénalise avant tout les centaines de milliers de personnes qui doivent travailler toute la journée pour s'offrir une formation ou des cours de perfectionnement.

« Les choses ne font qu'empirer », regrette Itsmania Pineda. La pauvreté s'accroît, tout comme la violence et, avec elle, la peur. Cette militante ne pense pas que l'on arrêtera un jour les meurtriers de Jovel Miranda, un homme qu'elle a connu et vivement apprécié. Pour rendre hommage, elle dit simplement : « C'était l'un des meilleurs. » ■

(De l'allemand)

« Beaucoup de gens se taisent parce qu'ils ont peur »

Naguère havre de paix au cœur de l'Amérique centrale, le Honduras risque de sombrer dans la violence et l'anarchie. Les gens ne font pas confiance à l'État, qu'ils considèrent comme une menace. Gabriela Neuhaus a interrogé Julieta Castellanos sur les causes de cette fragilité, les comparaisons avec les pays voisins et les moyens de remédier à la situation.



Un seul monde : Pourquoi l'insécurité et la violence sont-elles nettement plus présentes au Honduras que dans les pays voisins où les conditions-cadres sont similaires ?

Julieta Castellanos : En tant que scientifique, j'étudie ce problème depuis les années 90. À l'époque, nous avions peur d'être entraînés dans les conflits qui ravageaient les pays voisins. Du fait de cette situation, une multitude d'armes circulaient déjà au Honduras. Quand la paix est revenue, le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua ont reçu de la communauté internationale une aide destinée à leur reconstruction. Le Honduras, en revanche, a été exclu de ce processus, parce qu'il n'avait pas subi de guerre civile. Cependant, les conséquences de ces conflits pesaient également sur nous, bien entendu.

Quels en ont été les effets sur le Honduras ?

Lorsque les guérillas n'ont plus eu besoin d'armes, les trafiquants ont cherché d'autres débouchés. L'offre est vite devenue excédentaire : même les épiceries vendaient des armes ; on pouvait acheter une Kalachnikov pour 70 dollars. Ce trafic a attiré des milieux toujours plus larges : la guérilla colombienne s'en est mêlée, tout comme le crime organisé mexicain. Cela a préparé le terrain pour la traite d'êtres humains, les gangs criminels et, surtout, le trafic de drogue. Via les bandes d'ado-

lescents, beaucoup de jeunes ont acquis des armes. Plus personne n'avait le contrôle de la situation. Cette dérive, qui a commencé il y a vingt ans, a causé des dégâts énormes. La désagrégation de l'État, à laquelle nous assistons actuellement, en est une conséquence directe.

Qu'entendez-vous par « désagrégation de l'État » ?

La faiblesse de l'État hondurien transparaît de trois manières. Dans plusieurs régions, comme l'est du pays, l'État est totalement absent. Ailleurs, il est certes encore présent – juges, policiers et procureurs sont toujours en place –, mais nombre de ses institutions ont été infiltrées par le crime organisé. Troisièmement, le pays accumule les faiblesses structurelles et les conflits socioéconomiques. C'est la combinaison de ces trois éléments qui a fait de la sécurité un thème aussi crucial depuis quelques années.

Quelles sont les mesures les plus urgentes à prendre pour éviter que la situation s'aggrave encore ?

Dans un premier temps, l'État doit montrer qu'il est en mesure d'assumer sa fonction de contrôle. Il n'y parviendra qu'à condition de procéder à une épuration radicale de la police et de la magistrature. Des changements s'imposent de toute urgence pour casser ce mélange fait de peur, d'incompétence ainsi que de connivence entre les forces de l'ordre et les milieux du crime. À moyen terme, il faudra aussi envisager un renforcement institutionnel de la police, de la justice et des services d'enquête.

Vous soulignez sans cesse qu'un rôle important dans ce processus revient à la communauté internationale.

Le crime organisé opère à un tel niveau qu'un pays n'a pratiquement aucune chance de le combattre



Julieta Castellanos est rectrice de l'Université nationale autonome du Honduras (Unah), à Tegucigalpa, depuis 2009. Cette sociologue porte l'espoir de la société civile. Elle a déjà réalisé et publié de nombreux travaux sur des thèmes tels que les droits de l'homme et la violence. Depuis que l'un de ses fils a été tué par la police en octobre 2011, elle milite en première ligne pour l'épuration des forces de l'ordre et l'instauration d'une justice efficace. Elle a également lancé une réforme en profondeur de l'Unah. Aujourd'hui, cette université est l'une des rares institutions du Honduras qui se battent contre la corruption et la dégradation de l'État. Son engagement a valu à Julieta Castellanos de recevoir cette année le prix international Femmes de courage, décerné par le Département d'État américain.



Gabriela Neuhäus

Des mesures techniques peuvent accroître la sécurité : depuis l'installation d'un système de surveillance, les meurtres ont fortement baissé à Puerto Cortés.

Pauvreté, guerre et drogue

Malgré une proximité géographique et des similitudes historiques, les pays d'Amérique centrale sont très différents les uns des autres. Le Costa Rica fait figure de bon élève. Au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua, les guerres civiles de la fin du 20^e siècle ont fait des centaines de milliers de morts. Le Honduras n'a pas été secoué par un tel conflit, mais les Contras nicaraguayens, soutenus par Washington, opéraient depuis son territoire. Fuyant la pauvreté généralisée, nombre de Centraméricains partent travailler aux États-Unis. En raison de sa situation géographique, la région s'est retrouvée ces dernières années au cœur du trafic international de drogue. Cela vaut notamment pour le Honduras, dont la structure étatique menace de s'effondrer. On estime que 80% de la drogue destinée au marché américain transite par son territoire.

à lui seul. Même un État aussi puissant que le Mexique n'y parvient pas, alors qu'il possède bien plus de moyens que nous. Les délits doivent être poursuivis à l'échelon international – ce n'est pas facile, mais c'est essentiel. Nous avons aussi besoin d'un soutien technique, par exemple pour assurer la formation scientifique des enquêteurs ou des agents de renseignement.

Que pensez-vous du soutien actuel ?

La communauté internationale a désormais compris ce qu'il faut faire. Comme par le passé, la majorité des donateurs continuent cependant à miser sur la prévention. Cet aspect est important et nécessaire. Au stade où nous en sommes, je trouve toutefois que faire de la prévention revient à aller puiser de l'eau à une centaine de kilomètres pour éteindre une maison qui est la proie des flammes. Ce dont nous avons surtout besoin dans l'immédiat, c'est d'un appui technique. Nous devons renforcer la police, les autorités d'instruction et la justice pour parvenir à contrôler la criminalité.

Bien que les gens souffrent énormément de la précarité ambiante, la plupart ne réagissent pas. Pourquoi ?

Par peur. Beaucoup préfèrent payer la taxe de protection, exigée par les racketteurs, qu'aller trouver la police. Ils risquent en effet de tomber sur un agent corrompu. Nombre de gens sont victimes ou

témoins de crimes, mais ils se taisent parce qu'ils ont peur. De surcroît, les citoyens n'ont plus aucun lien avec l'État. Comment le pourraient-ils ? L'État ne résout aucun problème, n'offre aucune protection. Jour après jour, les habitants luttent pour survivre, et ce combat, ils sont totalement seuls pour le mener.

Dans ce contexte, quel est le rôle de l'université ainsi que de l'Alliance pour la paix et la justice, dont vous êtes la cofondatrice ?

Nous définissons clairement l'orientation que devrait suivre le développement. À ce titre, l'université joue un rôle crucial : nous estimons par exemple qu'il nous incombe de formuler des propositions concernant le développement et la transformation de notre pays. C'est là une responsabilité énorme et nous sommes persuadés que nous devons l'assumer. Concrètement, la priorité absolue revient à la sécurité. Son rétablissement ne peut plus attendre. Des changements s'imposent de toute urgence. ■

(De l'espagnol)

Réformer la police pour enrayer la violence

Comme c'est le cas dans beaucoup de pays fragiles, l'insécurité et la violence entravent le développement du Honduras. Afin de créer les bases nécessaires à l'amélioration des conditions de vie, la communauté internationale – dont la Suisse – applique de nouvelles approches. Celles-ci visent à renforcer directement les institutions de l'État, telles la justice et la police.



Exercice de combat rapproché à l'Académie nationale de police : les agents doivent être mieux formés pour pouvoir enrayer l'escalade de la violence.

(gn) José Arturo Hernandez s'applique à tracer une lettre après l'autre. Armé d'un cahier et d'un crayon, il s'est réfugié dans des toilettes défectueuses afin de mieux se concentrer. En effet, ni les dortoirs étouffants, ni la cour intérieure, surpeuplée et bruyante, n'offrent un minimum d'intimité : la prison de Puerto Cortés, conçue pour quarante détenus, en accueille actuellement 152. La plupart d'entre eux sont jeunes, voire très jeunes. Ils ont été condamnés pour vol, meurtre, violence domestique, trafic ou consommation de drogue.

La réinsertion est possible

« À leur libération, ils veulent retrouver la société », explique la juge Jetty Estrada. « Nous devons utiliser judicieusement le temps de leur détention pour les préparer à ce moment. » Elle sait par expérience que la réinsertion est possible. C'est pourquoi cette jeune juriste déploie de grands efforts afin de mettre sur pied des moyens appropriés. Elle

a notamment obtenu qu'une partie des détenus de Puerto Cortés puissent purger leur peine sous la forme de travail au service de la communauté ou dans des hôpitaux.

Bien des prisonniers ont ainsi, pour la première fois de leur vie, l'occasion de montrer qu'ils sont capables d'exercer un emploi. Les cours quotidiens sont d'ailleurs suivis avec assiduité. C'est ici que José Arturo a appris à lire, à écrire et à compter. Enfant, il n'a pas pu aller à l'école, car sa famille était trop pauvre. Avec les compétences acquises, il espère trouver à sa sortie un emploi de manœuvre dans le port.

Le soutien dispensé aux adolescents et aux adultes délinquants s'inscrit dans un vaste programme de sécurité qui a permis à Puerto Cortés d'enregistrer des succès considérables ces six dernières années.

Cette ville portuaire de 70 000 habitants, située dans le nord du pays, est régulièrement citée en exemple. Son cas prouve en effet que des mesures

Stratégie de la DDC pour les États fragiles

Le programme régional 2013–2017 de la DDC pour l'Amérique centrale se distingue plus qu'avant des programmes conçus pour le Nicaragua et le Honduras. L'escalade de la violence au Honduras requiert en effet des mesures spécifiques. Spécialement axé sur les activités dans les États fragiles, le programme comprend quatre points :

- Suivi trimestriel de la situation politique.
 - Les programmes sont axés sur les causes de la violence. Au Honduras, ils comprennent notamment des projets dans le secteur de la sécurité, tels que la réforme de la police, l'appui à cinq « villes plus sûres » et le renforcement des droits de l'homme.
 - Gestion des projets sensibles aux conflits.
 - Orientation des activités traditionnelles sur des groupes cibles et à risques ; par exemple, l'amélioration des ateliers populaires dans le domaine de la formation.
- www.ddc.admin.ch



Gabriela Neuhäus

Les policiers logent dans des locaux rudimentaires et le manque d'infrastructures entrave le travail.

La police change de ton

Sur l'esplanade de l'Académie nationale de police, des cadets s'exercent pour la prochaine parade et d'autres s'entraînent au combat rapproché. « Les disciplines classiques ne constituent qu'une petite partie de la formation », souligne le directeur Leonel Suaceda. Selon lui, les temps où la police s'en prenait brutalement aux jeunes sont révolus : « Les policiers apprennent l'empathie. À l'avenir, ils devront faire de la prévention dans les quartiers et servir de modèles aux jeunes vivant dans la précarité. » Cette nouvelle philosophie trouve un écho positif parmi les 280 aspirants qui suivent la formation d'officier. « Je viens d'une famille déchirée », confie Marlen Zelaya, 21 ans. « Non seulement cette formation me garantit un emploi stable, mais elle me permet aussi d'exercer un métier noble et de servir la société. »

appropriées, appliquées avec la volonté requise, peuvent enrayer la criminalité : le nombre d'actes de violence a reculé ; joggeurs et promeneurs osent à nouveau profiter de la plage, même le soir, ce qu'ils ne faisaient plus depuis longtemps. En 2006, un comité de sécurité réunissant les différents acteurs locaux – milieux politiques, administration, secteur privé, Église et organismes sociaux – a décidé de s'attaquer à la violence croissante. Avec l'appui financier de la Banque mondiale, il a pu mettre en place des programmes sociaux ainsi qu'une centrale d'appel efficace, fiable et ouverte 24 heures sur 24. Des caméras de surveillance ont été installées aux endroits stratégiques de la ville et les patrouilles de police équipées d'appareils GPS. « Nous pouvons ainsi faire intervenir efficacement les quelques véhicules dont nous disposons, tout en suivant de près les activités de la police », explique Allan David Ramos, maire de Puerto Cortés.

Un cadre propice au trafic de drogue

La police hondurienne suscite une grande confiance dans la population, et cela à juste titre : des enquêtes ont révélé d'innombrables cas de corruption, d'implications dans des affaires criminelles et de brutalités. Une opération d'épuration a été lancée par le gouvernement, mais elle n'a pas produit beaucoup d'effets jusqu'ici. De plus, les effectifs sont largement insuffisants et l'équipement inadéquat.

« La faiblesse de l'État ainsi que sa tendance à la corruption font du Honduras une plaque tournante attrayante du trafic international de drogue », observe Kurt Ver Beek, de l'organisation citoyenne Alliance pour la paix et la justice. Selon lui, c'est la raison pour laquelle on assiste depuis quelques années à une telle escalade de la violence. Pour redresser le cap, le pays a besoin de toute urgence d'une nouvelle culture politique, de transparence et de bonne gouvernance. Kurt Ver Beek est persuadé que les trafiquants de drogue trouveront d'autres filières et se déplaceront ailleurs lorsqu'ils rencontreront trop de résistance au Honduras.

Soutien international à la réforme de la police

La situation précaire en matière de sécurité a des effets dévastateurs sur l'économie et la société : alors que le Nicaragua, pays voisin, enregistre des progrès remarquables dans la lutte contre la pauvreté, le Honduras n'avance pas. Pour favoriser son développement, la communauté internationale a dès lors décidé d'appliquer de nouvelles approches, destinées à renforcer les organes de sécurité de l'État et à améliorer le respect des droits de l'homme.

Active au Honduras depuis 1977, la DDC a également réagi en élaborant une stratégie spécialement conçue pour la situation actuelle. « Nous avons renforcé notre présence sur place et concentrons nos activités sur des domaines comme les



Gabriela Neuhäus (3)



Le surpeuplement des prisons viole les droits de l'homme. Ici, on ne fait rien sans argent – beaucoup de détenus essaient de gagner quelques lempiras en accomplissant de petits travaux manuels.

droits de l'homme, la justice et la police. Nous nous attaquons ainsi au cœur du problème», explique Jürg Benz, responsable du bureau de coopération de la DDC à Tegucigalpa. La Suisse soutient notamment la réforme de la police, coordonnée par la Banque interaméricaine de développement (BID) en collaboration avec les autorités honduriennes. Outre une contribution financière, elle réalise des projets complémentaires. Cette réforme ambitieuse, pour laquelle les donateurs bilatéraux et multilatéraux mettent à disposition 66 millions de dollars, vise à réorienter et à renforcer l'appareil sécuritaire de l'État. Elle doit également appuyer certaines villes qui s'efforcent, à l'instar de Puerto Cortés, d'améliorer leur sécurité.

Manque d'effectifs et d'équipements

En intervenant dans le secteur de la police, tant la

BID que la DDC s'aventurent sur un terrain nouveau pour la coopération au développement et qui présente de grands risques. «La situation politique au Honduras est aujourd'hui tellement fragile que rien ne garantit la réussite du projet», concède Thomas Jenatsch, du desk Amérique centrale à la DDC. L'option a malgré tout été retenue, car la réforme, si elle est menée à bien, créera une base solide pour le développement futur. Voulant éviter que la restructuration de la police se fonde uniquement sur des critères technocratiques ou soit instrumentalisée par un groupe politique, la DDC apporte également un appui à l'Alliance pour la paix et la justice. Elle renforce les capacités de cette plate-forme à suivre et à contrôler le processus de réforme.

La situation du Comayagua révèle toute l'ampleur de la tâche à accomplir, ne serait-ce que pour lut-

Une alliance solide et fiable

L'Alliance pour la paix et la justice (APJ) regroupe des ONG, des syndicats, des Églises, des entreprises privées, des universités et d'autres organisations de la société civile. Dans un climat marqué par la peur et la morosité politique, sa voix est l'une des plus écoutées du pays. L'APJ œuvre surtout pour l'assainissement et la réforme de la sécurité publique et de la justice. Sa plus éminente représentante est Julieta Castellanos, rectrice de l'Université nationale autonome du Honduras. Contrairement à nombre d'hommes et de femmes politiques, les membres de l'APJ jouissent d'une grande confiance auprès de larges couches de la population et au sein de la communauté internationale.

www.pazyjusticiahonduras.com



Gabriel Neuhäus (3)



Des cours de soudure ou de boulangerie offrent aux jeunes des quartiers pauvres d'autres perspectives que la participation à des gangs criminels.

Perspectives pour les jeunes

Le Honduras est le seul pays d'Amérique centrale à compter autant d'adolescents qui ne travaillent pas et n'étudient pas : 24% des jeunes âgés de 12 à 24 ans appartiennent à ce « groupe à risque ». Des projets de prévention visent à leur offrir d'autres perspectives que la participation à des gangs criminels et au trafic de drogue. Le programme « Projoven », lancé par la DDC, entend ainsi améliorer les ateliers populaires que des services sociaux ont mis sur pied dans nombre de quartiers. « À l'avenir, ces cours de formation élémentaire devront être adaptés aux besoins du marché », souligne Rolf Kral qui a conçu ce programme sur mandat de la DDC. Actuellement, les formations proposées comprennent surtout la coiffure, la couture et la soudure. Le premier projet pilote a consisté à ouvrir une boulangerie-école et l'on prévoit un cours pour mécaniciens sur moto.

ter contre la corruption et les activités criminelles. Juan López Rochez, chef de la police de ce département, représente la nouvelle génération. En recevant une délégation de la DDC, il explique que le meilleur moyen de combattre la criminalité consiste à établir un rapport de confiance entre la police et la population.

En même temps, Juan López Rochez souligne les terribles lacunes qui empêchent la police de fournir un travail efficace : le département du Comayagua, qui compte presque un demi-million d'habitants, ne dispose que de 500 policiers. De plus, ces derniers n'ont pas assez de véhicules, d'appareils radio et même d'armes. Il n'y a pas de locaux séparés dans lesquels ils pourraient mener des interrogatoires délicats. Les procès-verbaux sont rédigés à la main faute d'ordinateurs. Enfin, la division des recherches manque à la fois de personnel et des moyens techniques correspondant aux normes actuelles. En visitant la caserne, on est d'ailleurs surpris par le caractère rudimentaire des logements des policiers.

Perspectives d'avenir et cours de formation

Améliorer l'équipement et la formation de la police n'est toutefois que l'une des étapes sur la voie vers davantage de sécurité. S'inspirant de l'expérience de Puerto Cortés, d'autres communes ont élaboré des concepts locaux de sécurité. Elles les

mettent en œuvre, notamment avec l'appui de la DDC, dans le cadre du projet « Villes plus sûres ». Cela inclut en particulier des mesures dont on escompte un effet préventif. L'an dernier, à Puerto Cortés, 31 adolescents vivant dans la précarité ont ainsi obtenu leur diplôme d'électricien ou de soudeur, après une formation d'une année.

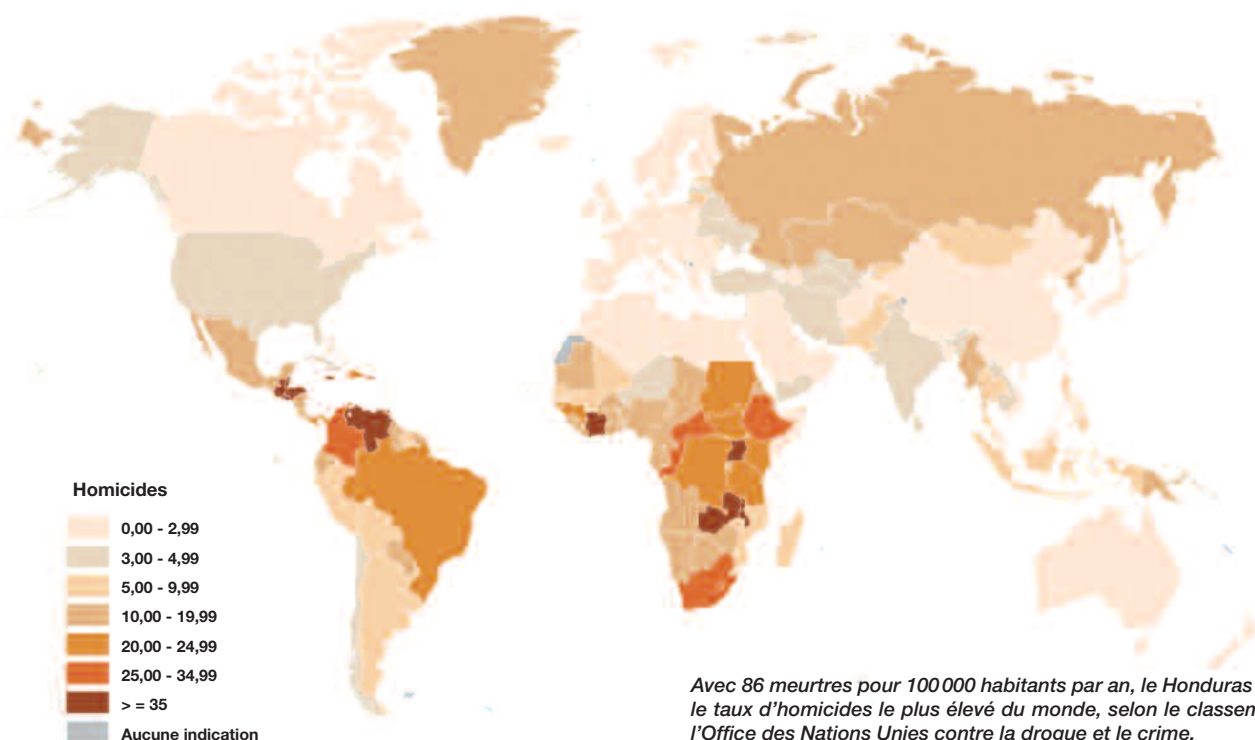
Il existe de tels « ateliers populaires » dans de nombreuses villes. Dans le quartier de Villanueva à Tegucigalpa, les cours de soudure de Julio Cesar Bautista sont par exemple très appréciés. Le maître d'apprentissage sait enthousiasmer ses protégés et les aide même ensuite à créer leur propre entreprise.

Kelvin, 21 ans, a réussi à franchir ce pas difficile : avec deux collègues, il fabrique des portes métalliques qu'il vend dans tout le quartier. « La concurrence est grande, mais nos produits sont de bonne qualité et notre clientèle les apprécie », déclare fièrement ce jeune entrepreneur. ■

(De l'allemand)

Faits et chiffres

Statistique mondiale des homicides



Fragilité de l'État et développement

Selon la définition de l'OCDE, « un État est fragile lorsque le gouvernement et les instances étatiques n'ont pas les moyens et/ou la volonté politique d'assurer la sécurité et la protection des citoyens, de gérer efficacement les affaires publiques et de lutter contre la pauvreté au sein de la population ». Dans ces pays, les institutions étatiques sont très faibles ou sur le point de s'écrouler. La population vit dans une pauvreté extrême ; elle est exposée à la violence, à la corruption et à l'arbitraire.

Les dix principes de l'OCDE pour l'engagement dans les États fragiles

1. Prendre le contexte comme point de départ.
 2. Ne pas nuire.
 3. Faire du renforcement de l'État l'objectif central.
 4. Accorder la priorité à la prévention.
 5. Reconnaître qu'il existe des liens entre les objectifs politiques, sécuritaires et de développement.
 6. Promouvoir la non-discrimination comme fondement de sociétés stables et sans exclus.
 7. S'aligner sur les priorités locales d'une manière différente selon le contexte.
 8. Convenir de mécanismes concrets de coordination entre acteurs internationaux.
 9. Agir vite... mais rester engagé assez longtemps pour avoir des chances de réussite.
 10. Éviter de créer des poches d'exclusion.
- www.oecd.org/fr/cad/incaf/38368761.pdf

Les enfants dans les conflits

Selon les estimations du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), environ 1 milliard d'enfants et d'adolescents vivent dans des régions où sévissent des conflits armés. La moitié des 34 millions de réfugiés dans le monde sont des enfants.

Liens

Un seul monde 2/2012

Le dossier « États fragiles » décrit la coopération au développement dans les contextes fragiles et conflictuels. Il donne des exemples en Asie centrale, au Sri Lanka, au Népal et au Soudan du Sud.

À télécharger ou à commander sur www.ddc.admin.ch, « Un seul monde »

Engagement de la DDC dans les États fragiles
www.ddc.admin.ch, chercher « États fragiles »

Étude sur la violence au Honduras
www.hsfk.de, chercher « Honduras »

Global Peace Index : classement des pays et des régions du monde selon leur degré de pacifisme
www.visionofhumanity.org

Transition douloureuse vers la démocratie

Après un demi-siècle de repli sur soi et de dictature militaire, le Myanmar s'ouvre au monde à une vitesse vertigineuse – tant sur le plan politique qu'économique. Depuis deux ans, il semble être avide de progrès et de démocratie. Cependant, cette évolution ne profite de loin pas à toutes les catégories sociales et des groupes minoritaires de la population sont régulièrement victimes de violences. De Sascha Zastiral*.

Myanmar ou Birmanie ?

Après 1988, les généraux au pouvoir ont changé le nom en anglais de nombreuses localités, qui datait de l'ère coloniale. Ainsi, Rangoon a été rebaptisée Yangon. La Birmanie est devenue le Myanmar. Ces deux derniers termes dérivent de Bamar, qui désigne l'ethnie majoritaire. Mais le changement de nom a rapidement fait l'objet d'affrontements politiques. Beaucoup de démocrates le refusent toujours. Ils continuent de parler de Birmanie, notamment parce que « Myanmar » ne reflète pas suffisamment le caractère multiethnique du pays. Ils contestent que l'ancien régime ait eu le droit de modifier cette appellation. Aung San Suu Kyi elle-même fait maintenant preuve d'une certaine ambivalence à ce sujet : en anglais, elle parle toujours de Burma, tandis que dans ses discours en birman, elle utilise désormais le terme de Myanmar.



L'atmosphère de renouveau est perceptible jusque dans les quartiers périphériques de Yangon.

Il y a seulement deux ans, Yangon avait encore l'air d'une ville provinciale hors du temps. Son centre historique tombait en ruine. Les voitures qui circulaient dans les rues étaient pratiquement toutes de vieux modèles des années 80. Mais depuis, les signes de progrès se multiplient dans l'ex-capitale du Myanmar : des embouteillages interminables bloquent tous les axes ; partout, on construit, on martèle, on soude, on défonce l'asphalte. Des hommes d'affaires affluent du monde entier. Les prix des chambres d'hôtel ont logiquement pris l'ascenseur. Des nuées de touristes envahissent ce pays d'Asie du Sud-Est depuis qu'il est redevenu fréquentable. On voit s'ouvrir un peu partout des magasins, des restaurants et des bars.

Ce boom est une conséquence directe de l'ouverture politique du Myanmar, décidée il y a deux ans par le président Thein Sein. Depuis son entrée en

fonction en mars 2011, cet ancien général a aboli la censure préalable de la presse et libéré plusieurs centaines de prisonniers politiques. Des négociateurs du gouvernement ont conclu des accords de cessez-le-feu avec presque toutes les milices ethniques de ce pays dévasté par la guerre. L'icône du combat pour la démocratie, Aung San Suu Kyi, est actuellement députée au Parlement qui siège dans la nouvelle capitale Naypyidaw. Ses convictions lui avaient valu de passer près de quinze ans en résidence surveillée durant la dictature.

Libres, mais toujours aussi pauvres

L'essor économique ne s'est pas encore propagé jusque dans les immenses quartiers ouvriers qui bordent la zone industrielle de Hlaing Thar Yar, au nord-ouest de Yangon. Des centaines de milliers de travailleurs sont installés ici avec leur famille. La plu-

part d'entre eux logent dans de simples cabanes en bambou ou en bois. Leurs conditions de vie sont difficiles : il n'y a ni eau courante ni réseau d'égout. Le dispensaire étatique, qui se trouve à proximité, manque souvent de médicaments. Quand ils ont besoin d'une assistance médicale, les habitants se rendent donc plutôt dans la clinique ouverte par l'Unicef il y a bien des années.

Hla Nyunt vit avec sa femme depuis plus de vingt ans dans cette banlieue. Il a 56 ans, travaille comme veilleur de nuit dans une usine et gagne ainsi un peu plus de 40 francs par mois. Le couple ha-

progrès. Si l'essor économique auquel ils aspirent se réalise vraiment un jour, cela profitera essentiellement, selon eux, aux élites qui dirigeaient le pays du temps de la dictature militaire.

La frustration provoquée par l'espoir déçu d'un véritable décollage économique est sans doute à l'origine de la tendance la plus inquiétante de ces deux dernières années : on assiste de plus en plus souvent à des flambées de violences religieuses. Les heurts les plus graves se sont produits l'an passé dans la province de Rakhine, à l'ouest du pays. Après le meurtre d'une jeune bouddhiste, imputé à des



Tandis que les villes sont en effervescence, les zones rurales restent à l'écart du boom économique.

bite dans une construction branlante en bambou, qui abrite sept personnes sur deux étages. Plusieurs grandes affiches représentant Aung San Suu Kyi ornent la pièce. Hla Nyunt est membre de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti dirigé par la figure de proue de l'opposition. Un petit téléviseur en couleur et un lecteur de DVD trônent sur une table en bois.

L'épouse de Hla Nyunt se tient dans une hutte placée devant la maison et servant de cuisine. Elle épluche de l'ail et des oignons, un travail qui lui rapporte un franc par jour. Ses sept enfants habitent dans le voisinage. Eux aussi vivent de petits boulots occasionnels. « Certains changements se sont déjà produits. Avant, il était impossible d'exprimer une idée politique ou de revendiquer quoi que ce soit. Aujourd'hui, c'est tout différent. Les gens peuvent critiquer le gouvernement », observe Hla Nyunt. « Sur le plan économique, en revanche, les choses n'ont guère évolué. Au contraire, les produits alimentaires ont tellement renchéri en deux ans que beaucoup d'ouvriers ont de la peine à mettre chaque jour suffisamment de nourriture pour tous sur la table familiale. »

Déferlement de haine et de violences

Beaucoup d'habitants estiment que l'ouverture politique du Myanmar n'apporte pas de véritables

membres de l'ethnie rohingya, des attaques contre cette minorité musulmane ont rapidement dégénéré en véritables pogroms. Deux vagues de violences successives ont fait des centaines de victimes, de confession musulmane pour la plupart. Les agresseurs ont détruit des quartiers et des villages entiers. Plus de 120 000 Rohingyas sont aujourd'hui parqués dans des camps de réfugiés qu'ils n'ont pas le droit de quitter et où ils manquent de tout.

Ces derniers mois, on a vu se multiplier les attentats contre des musulmans, qui représentent quelque 5% de la population birmane. Il ne se passe guère de semaine sans que l'on fasse état de nouveaux actes de violence contre cette communauté religieuse. Souvent, les agressions font suite à des campagnes d'incitation à la haine, lancées par des bouddhistes extrémistes.

Le plus célèbre de ces fanatiques est le moine bouddhiste Ashin Wirathu. Âgé de 45 ans, il a été emprisonné jusqu'à l'an dernier en raison d'un discours haineux qui avait déclenché en 2003 des violences mortelles contre des musulmans. Ashin Wirathu a retrouvé la liberté dans le cadre d'une amnistie accordée aux prisonniers politiques. Il a immédiatement repris ses diatribes et ses insultes racistes. Il exhorte ses compatriotes à prendre leurs distances par rapport aux musulmans, à éviter leurs

Le Myanmar en bref

Nom
République de l'Union du Myanmar

Superficie
676 578 km²

Population
55 millions

Capitale
Naypyidaw

Âge moyen
27 ans

Ethnies
Birmans (Bamars) 68%
Shans 9%
Karens 7%
Rakhines 4%
Chinois 3%
Autres 9%

Produit intérieur brut par habitant
835 dollars

Produits d'exportation
Gaz naturel, articles en bois, légumineuses, poisson, riz, textiles, jade et pierres précieuses





Ian Teh/WUJiart
Sascha Zastiral



Avec l'ouverture du pays, l'offre de produits – y compris les médicaments et les journaux – a rapidement augmenté.

magasins, à ne pas se marier avec eux ou encore à ne pas leur vendre de terrains. Il leur recommande aussi de se détourner de la cheffe de l'opposition Aung San Suu Kyi, dont le parti serait, comme toutes les autres grandes formations politiques du pays, infiltré par les musulmans.

Les minorités n'ont guère confiance

Ces violences répétées finissent effectivement par porter atteinte à la réputation d'Aung San Suu Kyi, mais surtout à l'étranger. La politicienne garde le silence sur ce sujet, malgré la gravité des violences qui sont perpétrées. De toute évidence, elle ne veut pas s'aliéner la sympathie de la majorité bouddhiste. Les esprits critiques trouvent que la lauréate du prix Nobel de la paix devrait user de son prestige et de son autorité morale pour exiger la cessation de ces brutalités.

Au siège de la LND, dans le quartier de Bahan à Yangon, Tin Oo est assis à son bureau. À 85 ans, le vice-président du parti est pétillant d'énergie. Lorsqu'on lui demande ce qu'il pense des violences persistantes contre les musulmans, il explique qu'au temps de la dictature militaire, des fonctionnaires corrompus avaient laissé s'installer dans le pays de nombreux immigrants en provenance du Bangladesh et de l'Inde. Cela contribue aux problèmes actuels, selon lui : « Il s'agit pour nous d'examiner si les gens qui vivent ici sont vraiment établis depuis longtemps, si leurs parents habitaient déjà notre pays. Le cas échéant, ils ont le droit de rester. Ce sont des citoyens birmans à part entière. » Pour les autres, « le droit humain fondamental de vivre en paix s'applique en tous les cas ». Tin Oo pense que le développement du pays requiert un climat de confiance. « Il ne faut pas que les gens craignent de se voir exproprier en faveur de grands projets in-

dustriels – en soi inéluctables – sans être indemnisés comme il convient. Cette question concerne en particulier les minorités ethniques. Nous devons faire tout notre possible pour obtenir leur confiance et rétablir l'unité nationale. »

Appel à la cohabitation pacifique

Mais beaucoup de gens semblent avoir perdu confiance, tout au moins à l'égard de la police. Il s'est formé dans plusieurs quartiers de Yangon, comme dans de nombreuses autres localités du pays, des milices citoyennes au sein desquelles toutes les religions sont représentées. Elles constituent une réaction à la retenue dont font preuve les leaders politiques et à l'inaction des autorités. La nuit, ces gardes surveillent les accès à leur quartier, pour empêcher que des inconnus y pénètrent et provoquent des désordres. Selon des témoins oculaires, les auteurs des récentes violences venaient de l'extérieur des communautés affectées.

Ces temps, de jeunes activistes distribuent dans les rues de Yangon des papillons, des tee-shirts et des autocollants appelant à une coexistence pacifique. Selon l'un des initiateurs de cette action intitulée « Prions pour le Myanmar », 95% des passants prennent volontiers les autocollants et les tee-shirts qui leur sont offerts. ■

**Sascha Zastiral, journaliste indépendant, est le correspondant en Asie du Sud notamment de la « Neue Zürcher Zeitung » et de médias allemands*

(De l'allemand)

Minorité persécutée

Selon les Nations Unies, les Rohingyas sont l'une des minorités les plus persécutées du monde. Cette ethnie compte environ 800 000 personnes, dont la plupart vivent dans l'ouest du Myanmar. En majeure partie de confession musulmane, ils sont apparentés aux Bengalis du Bangladesh voisin, mais avec une langue et une culture qui leur sont propres. Alors que les Rohingyas sont sans doute présents dans la région depuis plusieurs centaines d'années, le Myanmar ne leur accorde pas le statut de citoyens. Beaucoup de Birmans les considèrent comme des immigrants illégaux, venus de l'actuel Bangladesh. La répression et les persécutions ont conduit de très nombreux Rohingyas à se réfugier au Bangladesh et dans d'autres pays d'Asie du Sud.

Une journée sur le terrain avec...

Peter Tschumi, directeur de coopération et ambassadeur suppléant de la Suisse à Yangon

Certains vœux sont exaucés plus vite que d'autres. En juillet de l'année dernière, ma femme et moi, couchés sur un pré de l'Engadine, rêvions à ce que seraient nos destinations préférées si la DDC m'assignait une nouvelle mission à l'étranger. Le Myanmar figurait parmi les pays que nous avions énumérés. Je n'imaginai alors absolument pas que cette possibilité me serait offerte à la mi-septembre. Puis, tout est allé très vite : la demande est arrivée un samedi après-midi, la décision a été prise le surlendemain et un mois plus tard, j'étais en route pour Yangon.

Cela explique pourquoi je ne parle pas encore le birman. Normalement, un tel séjour se prépare longtemps à l'avance. Mais devant l'ouverture démocratique qui se précisait au Myanmar, la Confédération a décidé sans attendre d'étoffer considérablement son engagement dans ce pays. Pour ma fonction, on a cherché quelqu'un de très expérimenté. J'ai pu me mettre rapidement dans le bain. Par bonheur, ma femme est venue me rejoindre à Yangon aussitôt après avoir réglé toutes les questions liées à son travail. Quant à nos enfants, ils étudient et restent donc en Suisse.

« Un certain scepticisme flotte sur les régions fragiles du pays. »

Alors que les collaborateurs birmans arrivent rarement au bureau avant 8 heures 30, je commence ma journée plus tôt pour éviter les embouteillages. Yangon est en effervescence depuis l'ouverture du pays. Il y a chaque jour davantage de voitures, de touristes et d'étrangers en voyages d'affaires. Toutefois, les infrastructures ne suivent pas. Les prix des hôtels et des appartements ont doublé en une année. L'atmosphère de renouveau est très perceptible dans l'ancienne capitale. En revanche, un certain scepticisme flotte sur les régions plus fragiles du pays. Ainsi, une bonne douzaine de négociations de paix sont actuellement en cours avec les rebelles appartenant à des minorités ethniques. La Suisse soutient une partie de ces pourparlers en conseillant les participants.

En tant que directeur de coopération et ambassadeur suppléant, je me suis beaucoup occupé ces



DDC

derniers mois de développement institutionnel. Avant l'ouverture d'une ambassade en novembre 2012, la Suisse n'était plus représentée au Myanmar que par un programme d'aide humanitaire et une vingtaine de personnes. Depuis lors, l'effectif a augmenté régulièrement. Nous serons environ quarante à la fin de 2013, sans compter les membres de nos deux antennes sur le terrain. Notre bureau à Yangon compte un petit tiers de Suisses, tous les autres collaborateurs sont Birmans. Il faudra encore un peu de temps pour bien roder les processus de travail et assurer un fonctionnement harmonieux de l'équipe.

Sur le plan opérationnel, par contre, les choses avancent à grands pas. Nous profitons notamment du bon travail effectué par notre aide humanitaire qui a lancé, après le cyclone Nargis en 2008, un vaste programme de reconstruction centré sur les bâtiments scolaires. L'édification d'une nouvelle école suscite de la confiance à l'égard de la Suisse et peut aussi servir de point de départ pour d'autres aspects du développement communautaire. Idéalement, cela nous permettra peut-être un jour de réunir d'anciens ennemis autour d'une table, afin de planifier ensemble des projets utiles pour leur région. ■

(Propos recueillis par Mirella Wepf; de l'allemand)

Un engagement accru

Alors que le Myanmar vivait depuis 1962 sous une dictature militaire, un civil a accédé à la présidence le 4 février 2011. En réponse à sa politique d'ouverture, les sanctions internationales contre ce pays ont alors été assouplies. En juin 2012, la Suisse a décidé d'ouvrir une ambassade au Myanmar. La DDC et la Division Sécurité humaine (DSH) du DFAE ont intensifié leurs activités. L'ambassade, la DDC et la DSH sont installées dans les mêmes locaux. Elles poursuivent une stratégie intégrée. Outre les activités diplomatiques habituelles, les secteurs prioritaires sont les suivants : accroissement des revenus et formation professionnelle ; agriculture et sécurité alimentaire ; santé, prestations sociales et gouvernance locale ; promotion de la paix, démocratisation et protection des populations vulnérables.

www.ddc.admin.ch/mekong
www.swiss-cooperation.admin.ch/mekong

Home Sweet Home

Je suis heureuse de revenir dans mon village natal pour le Festival de l'eau. C'est l'occasion de revoir mes amis d'enfance qui résident temporairement en Thaïlande. Jusqu'ici, ils étaient des travailleurs migrants sans papiers, occupant des emplois dits «3D», à savoir sales, difficiles et dangereux (*dirty, difficult and dangerous*). Grâce à la nouvelle politique du gouvernement thaïlandais, ils ont pu se procurer des documents d'identité, ce qui leur permet de revenir chez eux plus souvent et sans risques.

Dans l'État de Môn, l'émigration de masse a commencé au début des années 2000. Chaque famille fournit des travailleurs au marché thaïlandais. Bien que la vie de migrant soit pleine de dangers, la plupart des jeunes quittent leur village dès l'adolescence. Ils pensent que l'éducation ne paie pas, contrairement aux emplois en Thaïlande. À leurs yeux, la formation coûte trop cher pour ce qu'elle rapporte. Les salaires sont bas au Myanmar, tant dans le secteur public que privé. De plus, le système éducatif s'est dégradé sous la dictature. Les parents disaient : « Si nos enfants ne peuvent pas gagner leur vie après le collège, à quoi bon les envoyer à l'école ? »

Les jeunes tendent d'autant plus à émigrer que les villageois vouent un grand respect à ceux qui envoient de l'argent à la maison. La plupart des filles n'ont le choix qu'entre un mariage précoce et l'émigration. Toute personne qui épouse un homme riche ou qui envoie de l'argent à sa famille passe pour héroïque. Je ne serai jamais une héroïne ou quelqu'un que les jeunes envient. Alors que mes amis ont arrêté l'école pour aller travailler en Thaïlande, j'ai choisi les études. Sous le



Nwet Kay Khine, 34 ans, est journaliste et analyste politique au sein du groupe de presse birman *Living Color Media*. Cette jeune femme, qui vit à Yangon, est titulaire de deux masters, l'un en relations internationales et développement, l'autre en journalisme, médias et mondialisation. Elle enseigne également divers sujets liés à la presse et au développement dans le secteur de l'éducation non formelle. Nwet Kay Khine tient une chronique dans l'hebdomadaire *The Voice Weekly*. Elle y traite du développement du Myanmar, en le comparant avec celui d'autres pays.

régime militaire, la majorité des Birmans se trouvaient dans une situation précaire. Mes parents ne faisaient pas exception. Les villageois s'inquiétaient de mon goût pour l'école. Quand j'ai eu 16 ans, ils m'ont demandé : « Vas-tu maintenant partir vers la montagne ? », ce qui désignait la frontière thaï. À 18 ans, quand je me suis inscrite à l'Université de Yangon, ils m'ont dit : « Pourquoi donnes-tu autant de soucis à tes parents ? Sois une bonne fille. Tu vois bien que d'autres familles reçoivent des sous de leurs enfants. » Puis, à mes 22 ans : « Pourquoi ne te maries-tu pas maintenant ? Encore des diplômes... C'est insensé ! » À mes 25 ans : « Combien gagnes-tu par mois ? » Quand j'ai eu 30 ans, ils se sont lassés de poser des questions.

En fait, ils ne pouvaient pas voir mon évolution en dehors du village. J'ai obtenu des bourses pour étudier à l'étranger, je suis rédactrice dans un journal influent et je suis la représentante locale d'une ONG européenne. Cela ne signifie rien pour eux. À leurs yeux, je suis restée la même – ma coiffure, ma façon de m'habiller n'ont pas changé. Ma famille n'est pas plus riche qu'autrefois.

De mon côté, j'observe de l'instabilité chez ces personnes et une dégradation du tissu social. Autrefois, les villageois étaient plus honnêtes et cordiaux. La vie doit être dure pour eux.

Cette lutte pour gagner de l'argent à l'étranger est impitoyable. Tolérance et solidarité vont en s'amoindissant. Les gens deviennent plus matérialistes. La seule chose qui n'ait pas changé dans mon village, c'est l'opinion sur l'éducation.

Actuellement, le Myanmar ouvre son économie à de la main-d'œuvre qualifiée. Une bonne formation est plus nécessaire que jamais. Comment survivront-ils ? Pourront-ils éternellement compter sur l'économie thaï ? Certainement pas. Mon village sera-t-il un pourvoyeur de travailleurs manuels pour le nouveau Myanmar modernisé ? Ce n'est pas l'avenir que je lui souhaite. Je voudrais faire quelque chose pour que cela change. Où commencer ? J'éprouve de la pitié pour eux, mais eux aussi me considèrent comme une pauvre fille. ■

(De l'anglais)



Martin Sasse/vair

L'écologie enseignée aux petits Macédoniens

Tout a commencé par l'initiative d'une organisation non gouvernementale dans certaines écoles de Macédoine. Aujourd'hui, l'éducation à l'environnement fait partie du programme scolaire officiel, notamment grâce à l'appui de la DDC. La sensibilisation aux questions écologiques ouvre la voie à de nouveaux progrès dans ce domaine.



DDC (2)

(gn) Dans la vallée idyllique de la Bregalnica, il importe d'améliorer la gestion de l'eau afin qu'elle réponde aux critères européens. La Suisse soutient à la fois des projets d'exploitation plus intensive des ressources locales et les efforts déployés pour protéger un paysage exceptionnel. Pour ce faire, elle collabore étroitement avec l'organisation écologiste Oxo qui accomplit depuis les années 90 un travail de pionnier dans le domaine de l'éducation à l'environnement.

Oxo a commencé par élaborer une documentation pédagogique, puis elle a pris contact avec des écoles. Les enseignants ont été enthousiasmés par la thématique. Sous la devise « Nous n'avons aucune planète de rechange », ils s'emploient à améliorer le bilan écologique de leurs établissements et à sensibiliser leurs élèves aux problèmes environnementaux. Ces activités s'appuient sur les directives du mouvement international Éco-École.

Bénéfique pour le budget communal

La DDC soutient cette campagne en Macédoine depuis 2002. La valeur et le succès du projet l'ont conduite à encourager dès 2010 un processus visant à institutionnaliser l'éducation à l'environnement, jusque-là facultative, et à l'inscrire au programme scolaire. Des étapes importantes ont déjà été franchies : on a créé un service de coordination et intégré le thème « environnement » dans le matériel scolaire.

Mais la concrétisation n'atteint pas partout le niveau souhaité, reconnaît Romana Tedeschi, chargée de programme à la DDC : « La gestion des écoles et du corps enseignant est placée sous la responsabilité des communes. Or, pour ces dernières, les pré-occupations écologiques ne sont souvent pas une



L'éducation à l'environnement peut passer par la présentation d'une pièce de théâtre ou par la confection d'une robe avec des déchets.

priorité.» Faute d'études comparatives, bien des municipalités n'ont pas encore réalisé que certaines mesures environnementales, comme les économies d'eau et d'énergie, peuvent avoir des incidences positives sur leur budget.

C'est pourquoi la DDC a prolongé son engagement de trois ans, soit jusqu'en 2015. Il en résulte d'ailleurs des synergies bénéfiques pour le projet de protection de la nature qui vient de démarrer dans la vallée de la Bregalnica. En vue du débat sur l'équilibre à trouver entre exploitation et protection des ressources naturelles dans cette région, Oxo a élaboré un nouveau matériel pédagogique. Celui-ci traite de façon pratique des sujets tels que la biodiversité et la protection de l'environnement en zone rurale. ■

(De l'allemand)

Apprendre et vivre l'écologie à l'école

Le mouvement mondial des « éco-écoles » a été créé en 1994 par une organisation danoise. L'idée de base était d'inculquer aux enfants et aux adolescents, dans leur quotidien scolaire, un comportement responsable à l'égard de l'eau, de l'énergie et des déchets. Dans la mesure où ils appliquent ensuite à la maison ce qu'ils ont appris, ces jeunes deviennent les promoteurs d'un mode de vie plus écologique. Les éco-écoles utilisent un système de bonus, les améliorations s'effectuant en sept étapes dont chacune comporte un objectif précis à atteindre. En Macédoine, l'organisation Oxo a lancé les premières éco-écoles en 1998. Aujourd'hui, il y en a dans tout le pays. Elles se disputent les prix octroyés pour un engagement remarquable en faveur de l'environnement. Cela va de la journée de collecte des déchets jusqu'à la pose de panneaux solaires sur le toit du bâtiment scolaire.

www.eco-ecole.org

Des pistes vers le développement

Dans l'est du Burkina Faso, la DDC soutient la construction de pistes rurales afin d'améliorer l'accès des habitants aux marchés et aux services de base. Les travaux sont exécutés par les villageois eux-mêmes, selon la méthode dite «à haute intensité de main-d'œuvre». Ce programme a déjà permis de désenclaver une population de plus de 500 000 personnes.



Helvetas Swiss Intercorperation

Environ 900 emplois sont proposés chaque mois à la population locale pour la construction des pistes rurales.

(jls) Alors que les transports sont un facteur essentiel du développement en milieu rural, le Burkina Faso manque encore cruellement de pistes carrossables en toute saison. Dans les campagnes, beaucoup de villages ne sont reliés à l'extérieur que par des sentiers de brousse. Leurs habitants doivent parcourir des kilomètres à pied ou à vélo pour se rendre dans un centre de santé, au marché ou à l'école. À la saison des pluies, ils sont parfois coupés du monde pendant plusieurs mois, car les bas-fonds environnants sont inondés. Depuis le début des années 2000, le gouvernement burkinabè s'efforce d'élar-

gir son réseau de pistes afin de désenclaver des zones rurales. C'est l'objectif de sa Stratégie nationale de transport rural.

Accompagnement des élus locaux

Pour contribuer à la réalisation de cette stratégie, la DDC a lancé en 2002 un programme de construction de pistes rurales dans l'est du pays. À ce jour, elle a déjà financé l'aménagement de plus de 300 km de pistes et de 126 ouvrages destinés au franchissement de cours d'eau ou de bas-fonds. Ces infrastructures ont rompu l'isolement d'une cinquan-

taine de villages, ce qui représente plus de 500 000 habitants.

Conformément à la politique de décentralisation, les communes sont les maîtres d'ouvrage. Elles sont censées planifier la construction des pistes, lancer des appels d'offres, désigner l'entreprise qui exécutera les travaux, puis en assurer la supervision. « Nous les assistons dans ces démarches, car c'est un rôle nouveau pour elles et leurs compétences sont limitées. Tous les élus locaux ne sont pas alphabétisés », indique Lionel Giron, coordinateur en Afrique de l'Ouest d'Helvetas Swiss Intercooperation, l'organisation qui met en œuvre ce programme.

Quand l'homme remplace la machine

Ces chantiers sont particuliers dans la mesure où l'on n'y voit ni bulldozer, ni niveleuse, ni aucun autre engin typique des travaux routiers, mais une multitude d'ouvriers maniant la pelle, la pioche et la brouette. Le programme se fonde en effet sur la méthode à haute intensité de main-d'œuvre (Himo). Les habitants des villages construisent eux-mêmes les pistes dont ils bénéficieront. De petites entreprises locales recrutent sur place l'abondante main-d'œuvre dont elles ont besoin, à savoir des maçons, qui suivent une brève formation préalable, et de nombreux tâcherons. La construction se concentre sur la saison sèche, pendant laquelle les paysans ont peu à faire dans les champs.

Le programme offre ainsi plus de 900 emplois par mois, dont 135 sont occupés par des femmes. Les ouvriers touchent entre 3,30 et 5,65 francs suisses par jour, selon les tâches effectuées.

Des travaux pénibles... pour une bonne cause

Pour que les entreprises puissent compter sur des équipes régulières, il était nécessaire que les communautés concernées adhèrent pleinement au projet. C'est pourquoi des animateurs ont été chargés d'expliquer aux villageois les avantages du désenclavement. « Ce sont des travaux pénibles. Il faut creuser, rouler de grosses pierres, étendre de la latérite à la pelle, damer la piste », rappelle Lionel Giron. « Les gens se décourageraient bien vite s'ils ne voyaient pas l'intérêt qu'ils peuvent tirer de ces infrastructures. »

Les avantages ont été mis en évidence par une étude d'impact en 2011. Celle-ci a montré que les pistes rurales avaient sensiblement amélioré les conditions de vie dans la région. Les gens accèdent beaucoup plus facilement aux centres de santé, aux écoles et à d'autres services de base. Les ambulances peuvent aller dans les villages pour évacuer des malades ou des femmes sur le point d'accoucher. La mobilité accrue a également une incidence sur la situation écono-

mique : les paysans écoulent leurs produits au marché, alors qu'ils étaient autrefois condamnés à pratiquer une agriculture de subsistance. Des commerçants viennent même dans les villages pour y acheter la production locale. Ainsi, le pouvoir d'achat, qui grimpe d'abord grâce au travail sur les chantiers, se maintient ensuite avec le développement de l'activité économique.

L'épineuse question de l'entretien

L'un des intérêts de l'approche Himo est qu'elle permet d'assurer l'entretien permanent d'une piste : l'ayant construite de leurs propres mains, les villageois sont parfaitement capables de la réparer. Res-



Helvetas Swiss Intercooperation

Les nouvelles pistes ont sensiblement amélioré les conditions de vie dans la région.

te à savoir quelle autorité doit leur en donner le mandat. Les différents acteurs n'ont pas encore trouvé un dispositif efficace. « Nous sommes en train de réfléchir à la manière de transférer davantage de responsabilités aux communes », indique Max Streit, chargé de programme à la DDC. « En tout cas, il est nécessaire que cette question soit tranchée avant la fin du programme, prévue pour juin 2015. »

La méthode Himo a convaincu le gouvernement burkinabè qui a décidé l'an dernier d'en faire un instrument privilégié de sa politique de désenclavement. « C'est une évolution très positive », se réjouit Lionel Giron. « Cela signifie que notre expérience pourra maintenant être reproduite à l'échelle nationale. » Il reste plusieurs milliers de pistes à construire ou à réhabiliter au Burkina. D'autres donateurs ont manifesté leur intérêt pour de tels projets. ■

Himo d'hier et d'aujourd'hui

La méthode Himo a été conçue dans les années 70 par le Bureau international du travail, afin de lutter contre le chômage élevé dans les pays en développement. Son seul objectif étant à l'époque d'occuper des travailleurs, elle donnait de maigres résultats sur le plan technique et économique. Entre-temps, le concept a évolué. Il tient compte des coûts, de la rentabilité et de la qualité. En outre, les travaux sont confiés à de petites entreprises locales, ce qui contribue au développement du secteur privé. Ainsi, la méthode Himo permet de créer de nombreux emplois dans une région, en construisant des infrastructures durables à des prix compétitifs. Dans les pays où les salaires sont bas, les chantiers Himo coûtent 10 à 30% moins cher que ceux basés sur l'utilisation intensive d'équipements et de machines.

DDC interne



Adrien Michel/DDC

Des PME dans les zones rurales du Bénin

(bm) Sur les 140 000 entreprises du Bénin, à peine un tiers se trouvent dans des zones rurales. Ce sont pour la plupart de petites exploitations familiales qui n'emploient aucun salarié. Afin de promouvoir le développement économique et la création d'emplois, la DDC cofinance un projet visant à dynamiser l'entrepreneuriat dans le monde rural. Le but est de renforcer ou de créer de petites et moyennes entreprises par la mise à disposition de capitaux privés, de même que par des appuis à la formation et à l'innovation. Parmi les filières identifiées figurent la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, ainsi que la production d'énergie locale.
Durée du projet : 2013 – 2017
Volume : 3,7 millions CHF

Contre la faim dans les Grands Lacs

(bm) Le Rwanda et le Burundi affichent des taux très élevés de malnutrition. La DDC y cofinance un programme, mis en œuvre par quatre agences onusiennes, qui vise à réduire les causes de ce fléau dans les groupes de population les plus vulnérables. Parmi les résultats attendus figurent l'amélioration de la production agricole au niveau des ménages, la promotion d'une nourriture enrichie destinée aux enfants en bas âge et aux

femmes, ainsi que des campagnes de sensibilisation et d'information sur l'alimentation et les règles d'hygiène.
Durée du projet : 2013 – 2016
Volume : 5,8 millions CHF

Accueil des réfugiés syriens au Liban

(ung) Le Liban subit de plein fouet les effets de la guerre en Syrie. Il compte déjà sur son territoire plus de 380 000 réfugiés venus de ce pays voisin. Un grand nombre d'entre eux vivent dans des familles d'accueil, mais ces dernières ont de plus en plus de difficultés à trouver des moyens de subsistance. L'Aide humanitaire de la DDC entame la deuxième phase d'un projet qui répond à leur détresse. À Wadi Khaled et à Akroum, villes proches de la frontière syrienne, elle leur apporte une aide financière directe. Ce projet devrait bénéficier à plus de 1800 familles d'accueil et à 15 000 réfugiés syriens.
Durée du projet : 2013
Volume : 2,6 millions CHF

Les légumes prennent le chemin de l'école

(jah) Manger à sa faim ne rime pas toujours avec alimentation équilibrée. Environ 2 milliards d'êtres humains souffrent d'une déficience en micronutriments, un phénomène également appelé « faim silencieuse ». La DDC soutient un projet de jardinage scolaire dans six pays du Sud (Burkina Faso, Tanzanie, Bhoutan, Népal, Indonésie, Philippines). L'objectif est d'améliorer l'alimentation des élèves et de leurs familles. À un important travail de sensibilisation s'ajoute la sélection de fruits et de légumes riches en

micronutriments et adaptés aux conditions climatiques. Les produits de ces jardins sont servis dans les cantines scolaires.

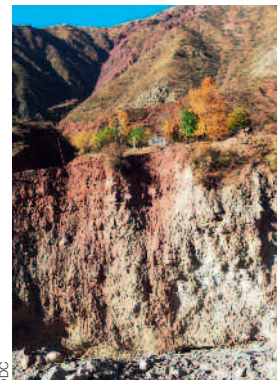
Durée du projet : 2012 – 2015
Volume : 3,7 millions CHF

Préserver les forêts andines

(jah) Les « mesures d'atténuation adaptées au contexte national » (MAAN) seront à l'avenir un élément clé du financement de la lutte contre le changement climatique. Elles ont pour but de réduire les gaz à effet de serre dans un cadre propice au développement. Avec le soutien de la DDC, le Chili est l'un des premiers pays à développer un tel instrument pour le secteur forestier. Ce projet vise non seulement à diminuer les émissions, mais également à rapprocher les propriétaires forestiers du marché national et international du carbone et à assurer une meilleure répartition des bénéfices.
Durée du projet : 2013 – 2014
Volume : 1,6 million CHF

Vers le développement de la vallée du Rasht

(mpe) La vie n'est pas facile dans la vallée isolée du Rasht, au Tadjikistan. Cette région de montagne est la plus pauvre du pays et subit régulièrement toutes sortes de catastrophes naturelles. Il y règne en outre une instabilité politique chronique. Dans cet environnement particulièrement fragile, la DDC a décidé, en collaboration avec la Fondation Aga Khan, d'assurer une transition des activités humanitaires vers un développement plus durable. Son programme se concentre sur l'eau potable et la santé, mais comporte aussi



DDC

d'autres volets, dont la prévention des catastrophes naturelles et une meilleure gestion des ressources naturelles. La DDC se montre pionnière en intervenant dans cette région. Elle ouvre la voie à d'autres bailleurs de fonds.
Durée du projet : 2013 – 2017
Volume : 9,6 millions CHF

Cyberadministration en Ukraine

(mpe) Pour renforcer son action dans le secteur de la gouvernance locale en Ukraine, la DDC a lancé un projet de cyberadministration. Elle entend soutenir les citoyens en butte à une bureaucratie compliquée, inefficace et sujette à la corruption. Il s'agit de promouvoir une offre de services modernes, rapides et transparents de la part des communes. L'ambition n'est pas de résoudre tous les problèmes des municipalités du jour au lendemain, mais de donner une impulsion et une juste direction à la nécessaire réforme de l'administration locale, pour que celle-ci soit en mesure de proposer des services de qualité à la population.

Durée du projet : 2013 – 2014
Volume : 300 000 CHF

Dilemmes pour accéder aux victimes de conflits

Alors que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) fête cette année ses 150 ans, de nouveaux défis se posent à l'action humanitaire. Les organisations actives, comme lui, dans des zones de conflits ont de plus en plus de difficultés à accéder aux victimes. Elles doivent parfois faire des compromis pour pouvoir déployer leur aide. De Jane-Lise Schneeberger.



Dans certaines régions de la République démocratique du Congo, les équipes humanitaires de l'ONU ne se déplacent que sous la protection des Casques bleus.

Choqué par la vision de milliers de soldats blessés qui agonisaient faute de soins sur le champ de bataille de Solferino, Henri Dunant a lancé une idée révolutionnaire : toutes les victimes d'une guerre sont des êtres humains et méritent d'être secourues, sans aucune discrimination. Ce principe va inspirer la création du CICR en 1863 et celle des sociétés nationales de la Croix-Rouge, ainsi que l'élaboration du droit international humanitaire (DIH).

Jusqu'à la moitié du 20^e siècle, le CICR a été la seule structure internationale à intervenir dans les zones de conflits. Il a été rejoint ensuite par les agences onusiennes et par de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG). La plupart des acteurs humanitaires respectent aujourd'hui quatre principes fondamentaux : l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance.

Les humanitaires moins bien acceptés

Selon le DIH, les parties aux conflits ne peuvent pas refuser arbitrairement la fourniture d'une assistance humanitaire. Depuis une dizaine d'années, les organisations humanitaires ont pourtant de plus en plus de peine à obtenir leur consentement. Les belligérants sont réticents à leur accorder l'accès aux victimes, soit parce qu'ils perçoivent ces organisations comme des alliées de l'Occident, soit parce qu'ils veulent contrôler strictement l'aide dispensée sur leur territoire.

Certains États autoritaires et groupes armés sont des interlocuteurs particulièrement difficiles. Lorsqu'ils ne rejettent pas en bloc l'aide extérieure, ils la soumettent à des conditions très restrictives. « Pour pouvoir sauver des vies, les humanitaires sont parfois amenés à faire des compromis, voire à céder sur les principes fondamentaux. Cela leur pose

Manuels sur l'accès humanitaire

Une réunion d'experts, convoquée par la Suisse, s'est penchée en 2008 sur les difficultés d'accès aux victimes dans les conflits armés. Elle a abouti à deux conclusions : le cadre juridique applicable dans ce domaine manque de clarté et il est nécessaire de développer des instruments pratiques pour améliorer l'accès. En collaboration avec divers acteurs humanitaires, le DFAE a donc élaboré et mis en consultation deux publications sous le titre général *Humanitarian Access in situations of armed conflict*. L'une résume les règles pertinentes du droit international en la matière, l'autre propose une méthodologie à l'intention des travailleurs humanitaires confrontés à ces questions. Les deux brochures seront disponibles dès septembre. www.dfae.ch, « Documentation », « Publications », « Droits de l'homme, politique humanitaire, migration »



Jean Grandjean

Il y a deux ans, les milices « chebabs » ont expulsé de Somalie 17 organisations humanitaires qui venaient en aide à la population.

Présent sur tous les fronts

Le CICR emploie quelque 13 000 personnes. Il intervient dans plus de quatre-vingt pays pour fournir protection et assistance aux victimes de conflits internationaux ou internes. Ses plus grandes opérations se déroulent actuellement en Afghanistan, en Irak, en Somalie, en RDC, au Soudan du Sud et en Syrie. Le CICR offre une large palette de services humanitaires, qui va de la visite de prisonniers à la recherche de disparus, en passant par la fourniture de prothèses, l'approvisionnement en eau potable, les services médicaux ou l'assistance économique. Son financement est assuré essentiellement par les gouvernements occidentaux. La contribution de la Suisse est la deuxième en importance, après celle des États-Unis. Elle se monte cette année à 119 millions de francs.

d'importants dilemmes moraux et peut s'avérer contre-productif à long terme», relève Anne de Riedmatten, chargée de programme à l'Aide humanitaire de la DDC.

Accès total ou partiel aux victimes

Une des restrictions les plus fréquentes est l'interdiction de pénétrer dans certaines zones sensibles, alors que l'accès est possible ailleurs. Premier dilemme : une organisation impartiale peut-elle n'aider qu'une partie des victimes ? « Il faut parfois se montrer pragmatique », répond Yves Daccord, directeur général du CICR. « Nous pouvons accepter une telle condition temporairement, mais nous revenons à la charge et réitérons sans cesse notre demande de pouvoir accéder à toutes les populations dans le besoin. »

Certaines ONG n'hésitent pas à enfreindre l'interdiction d'accès. « Nous préférons toujours travailler avec le consentement de l'État, mais lorsque la négociation échoue, nous envisageons d'autres options dans les zones non contrôlées par le gouvernement », reconnaît Bruno Jochum, directeur général de la section suisse de Médecins sans Frontières (MSF). Dans la province soudanaise du Kordofan du Sud, dont l'accès est bloqué depuis deux ans par le gouvernement, MSF a choisi d'entrer directement dans les territoires aux mains des rebelles. Elle tient cependant les autorités soudanaises informées de ses activités.

Les agences onusiennes n'ont pas la même marge de manœuvre qu'une ONG à cet égard. Elles sont

tenues de respecter la souveraineté des États. « Quand c'est un gouvernement qui interdit l'accès, nous lui rappelons ses obligations découlant du DIH. Les résultats de ce plaidoyer sont variables », indique Geneviève Boutin, cheffe de la section Politique humanitaire à l'Unicef. « Nous n'avons pas le même moyen de pression lorsque l'accès est bloqué par un groupe armé qui ne recherche aucune légitimité politique et ne se sent donc pas lié par le DIH. »

Se taire ou partir

Les humanitaires ont aussi la possibilité d'alerter les médias pour faire pression sur les belligérants. D'habitude discret, le CICR intervient publiquement dans certains cas, s'il ne parvient pas à résoudre un blocage par le dialogue bilatéral. En 2009, il a ainsi révélé que des blessés palestiniens mouraient à Gaza en attendant les secours, parce que les ambulances n'étaient pas autorisées à circuler.

Cependant, la dénonciation publique pose aussi un dilemme éthique, car elle peut entraîner des représailles. Durant la phase finale de la guerre au Sri Lanka, la plupart des organisations humanitaires se sont tues sur l'ampleur des massacres, un silence qui leur sera reproché. MSF en faisait partie : « Si nous avions pris la parole publiquement, cela aurait signifié notre expulsion immédiate. Vu la possibilité pour nos équipes de sauver des vies en pratiquant la chirurgie, nous avons privilégié l'assistance », se souvient Bruno Jochum. À l'époque, le gouvernement sri lankais avait mis en place un « stratagème



James Hill/afp

En Ouzbékistan – ici, un groupe de réfugiés à la frontière du Kirghizstan –, le CICR a réduit ses activités, car il ne pouvait pas visiter les prisons selon ses procédures de travail habituelles.

d'intimidation» des acteurs humanitaires, comme l'a relevé en 2012 un rapport de l'ONU.

Rester malgré tout ou se retirer

Il arrive qu'un État ou un groupe armé annule l'accès précédemment accordé. En 2009, le Soudan a chassé du Darfour dix ONG internationales. Deux ans plus tard, les milices *chebabs* expulsaient de Somalie 17 organismes humanitaires.

Une organisation peut aussi partir de sa propre initiative, si elle estime ne plus pouvoir remplir sa mission. Cette décision représente toutefois un grave dilemme, tant elle est lourde de conséquences pour les victimes. «Le retrait total reste finalement assez exceptionnel. Sachant qu'il est généralement très compliqué de regagner l'accès, l'organisation choisit plutôt de geler seulement une partie de ses activités», note Anne de Riedmatten. En avril dernier, le CICR a ainsi suspendu ses visites de prisons en Ouzbékistan, faute de pouvoir faire son travail de protection des détenus. Il a maintenu une présence réduite dans ce pays.

La sécurité au détriment de la neutralité

Les restrictions d'accès peuvent aussi être liées à l'insécurité. Dans un tel contexte, la protection du personnel soulève une épineuse question éthique, que résume Ed Schenkenberg, directeur de la fondation Dara International: «Le recours à une escorte militaire compromet la neutralité des humanitaires. Malheureusement, c'est parfois le seul moyen d'accéder aux victimes. Vaut-il mieux se

déplacer sous escorte ou rester les bras croisés dans la capitale?» En Somalie, la plupart des équipes internationales sont actuellement protégées par des gardes armés.

Pour le CICR et MSF, ce pays reste une exception. Les deux organismes restent viscéralement opposés à une protection militaire, préférant négocier des garanties de sécurité avec les belligérants. Les Nations Unies, elles, n'utilisent des escortes qu'en dernier recours, s'il n'existe aucune solution civile pour répondre aux besoins humanitaires. Dans certaines zones de la République démocratique du Congo, leurs équipes se déplacent aujourd'hui sous la protection des Casques bleus.

Pilotage à distance ou accès direct

Vu les risques encourus, certaines organisations, notamment les onusiennes, confient la distribution de l'aide à des intermédiaires locaux et gèrent les opérations à distance. «Lorsque des menaces directes visent nos équipes, nous travaillons via une tierce partie. Cela nous permet de rester présents, même en cas d'insécurité extrême», explique Geneviève Boutin. «Nous choisissons des partenaires bien connus dans la région, qui ne constituent pas des cibles au même titre que le personnel de l'ONU.» Le CICR, lui, tient à avoir un accès direct aux victimes, comme le souligne Yves Daccord: «En ayant nos propres collaborateurs sur le terrain, nous pouvons mieux évaluer les besoins et comprendre les enjeux. Cela facilite également le dialogue avec toutes les parties prenantes.» ■

Deux années anniversaires

Plusieurs commémorations sont organisées en 2013 et en 2014 sur le thème «150 ans d'action humanitaire». On célèbre non seulement les 150 ans du CICR, mais aussi ceux de la première convention de Genève sur le droit international humanitaire et de la conférence internationale qui créa le concept des sociétés nationales de la Croix-Rouge. Le CICR étant son principal partenaire humanitaire, la Suisse a choisi de s'associer aux célébrations. Elle veut saisir l'occasion de ces anniversaires pour mieux faire connaître à l'étranger son engagement en faveur du respect du droit international humanitaire et des victimes de conflits armés, ainsi que son rôle d'État dépositaire des Conventions de Genève.

Les exclus du pastoralisme

Bonne Huka, une femme de 52 ans appartenant à l'ethnie des Boranas, habite aujourd'hui à la périphérie de Yabello, bourg rural situé à 570 km de la capitale éthiopienne Addis-Abeba. Veuve, elle doit nourrir une famille de neuf personnes. Auparavant, elle vivait dans un village. Mais quand une épidémie doublée d'une sécheresse a décimé les troupeaux locaux, Bonne Huka a perdu quinze têtes de bétail. Ce coup du sort l'a forcée à déménager pour venir s'installer à Yabello. Actuellement, elle exerce diverses activités qui ne requièrent pas de compétences particulières, comme la fabrication de charbon ou la vente de bois à brûler. Cela lui procure l'argent nécessaire pour entretenir sa famille et payer les frais scolaires de sa fille. Elle espère pouvoir de nouveau vivre de l'élevage un jour ou l'autre. Des milliers d'autres éleveurs semi-nomades connaissent le même

sort : victimes de facteurs internes et externes, sur lesquels ils n'ont aucune prise, ils sont contraints d'abandonner leur métier. Chaque année, environ 10% de la population pastorale renonce à ce mode de vie traditionnel qui ne parvient plus à la nourrir.

Ces anciens éleveurs doivent alors reconstruire leur existence sur d'autres bases. Pour beaucoup, la vie sédentaire ne constitue pas forcément une rupture avec leur parenté et leurs voisins restés nomades. Elle leur apporte plutôt les moyens de survivre dans un environnement naturel et social difficile.

Les pauvres sont toujours plus vulnérables. Plusieurs facteurs expliquent leur tendance croissante à quitter le pastoralisme : les difficultés matérielles provoquées par des sécheresses récurrentes, les conflits, la dégrada-

tion de l'habitat, la baisse de la productivité et une croissance démographique qui s'accélère. Les éleveurs pauvres souffrent particulièrement durant les périodes de sécheresse : les mieux lotis partent alors avec leur bétail à la recherche d'eau et de fourrage, abandonnant à leur sort les plus démunis.

La récente augmentation de l'aide d'urgence dispensée dans les zones pastorales a permis de sauver des vies, mais cela ne constitue pas un moyen suffisant pour sortir la population de la précarité. Prévoir à long terme constitue à cet égard un impératif humanitaire. Il convient d'intervenir à la fois pour renforcer la source de revenus que constitue le pastoralisme et pour encourager une certaine diversification. Depuis quelques années, les donateurs se montrent plus intéressés à soutenir ce système d'élevage nomade.

Depuis peu, les bailleurs de fonds coordonnent mieux leurs programmes qui visent à sécuriser la production dans des zones rurales d'Éthiopie. Leur intérêt accru pour le pastoralisme s'explique par le changement climatique et l'urgente nécessité d'accroître la résilience de ce système.

Il y a une convergence entre le nouveau point de vue, qui perçoit l'élevage nomade comme une activité viable, et le besoin d'améliorer les conditions de vie, notamment en trouvant d'autres sources de revenus. Il s'agit de prendre en compte toute la filière du commerce du bétail ainsi que la gestion des ressources naturelles, d'intégrer la prévention, l'atténuation et la résolution des conflits, de

mieux utiliser les systèmes d'alerte précoce et de renforcer l'engagement politique.

Les zones pastorales peuvent et doivent retrouver le chemin de l'autonomie et de la croissance. Une relance des activités économiques facilitera le retour des familles d'éleveurs, tout en créant de nouveaux emplois et des sources de revenus pour ceux qui ont définitivement abandonné le pastoralisme. C'est exactement ce qu'espèrent Bonne Huka et les autres. ■

(De l'anglais)



Getachew Gebru



Getachew Gebru, titulaire d'un doctorat en sciences animales, est cofondateur et directeur adjoint de Maril (Managing risk for improved livelihoods), une organisation privée de recherche et développement basée en Éthiopie. Il préside également la Société éthiopienne de production animale. M. Gebru a réalisé de nombreuses recherches et des activités de sensibilisation sur la gestion des risques pastoraux en Éthiopie et dans le nord du Kenya.

« Il n'y a plus ni Hutus ni Tutsis au Rwanda »

L'écriture est d'abord un devoir de mémoire pour la Rwandaise Scholastique Mukasonga. Ses livres racontent la montée inexorable de la haine raciale et les massacres successifs, signes avant-coureurs du génocide de 1994. Cette écrivaine en exil, lauréate du prix Renaudot 2012, se dit pourtant persuadée que la réconciliation est possible. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



Tiène Doan via Champsakvul/afip

Site mémorial de Murambi – entre 45 et 50 000 Tutsis ont été massacrés dans cette ville en 1994.

Un seul monde : C'est en 2006 que vous avez publié votre premier livre *Inyenzi ou les Cafards, un récit autobiographique qui illustre la vie des Tutsis au Rwanda. Qu'est-ce qui vous a amenée à prendre la plume à 50 ans ?*

Scholastique Mukasonga :

En réalité, le manuscrit existait depuis dix ans. J'ai commencé à écrire juste après le génocide d'avril 1994, dans le but de conserver la mémoire de ma famille. C'est la mission que mes parents m'avaient confiée 21 ans plus tôt, en 1973, lorsqu'une nouvelle vague de violence déferlait sur les Tutsis. Comme j'avais eu la chance d'accéder à l'enseignement secondaire et d'apprendre le français, ils ont décidé que je devrais vivre, afin

de témoigner. Ils m'ont fait sortir du Rwanda en me disant : « Tu seras notre mémoire quand l'extermination arrivera. Grâce à toi, nous avons une chance de ne pas disparaître comme des cafards. » Ce terme péjoratif était utilisé pour désigner les Tutsis.

Vos parents redoutaient déjà des actes d'extermination ?

À partir d'avril 1973, ils savaient que, tôt ou tard, leur tour viendrait et ils s'étaient résignés à mourir. Comme beaucoup de Tutsis, ils pressentaient le génocide. Nous étions habitués à la violence et à la haine. Des massacres avaient déjà eu lieu en 1959, en 1963 et en 1967. C'était à chaque fois un mini-génocide. Les miliciens hutus tuaient les Tutsis avec des mas-

sues hérissées de clous, puis les jetaient à la rivière. Petite fille, j'ai été profondément marquée par la vision de ces corps que des torrents d'eau charriaient vers le lac. Ce qui s'est passé en 1994 n'a été qu'une répétition à grande échelle des tueries qui ont ensanglanté le pays pendant 35 ans.

Vous viviez déjà en France quand le génocide a eu lieu. Quel a été le sort de votre famille ?

J'ai perdu mes parents, mes cinq frères et sœurs restés au pays, ainsi que la plupart de mes neveux et nièces. Après de longues recherches, nous avons localisé trois fillettes qui avaient miraculeusement échappé à la mort. Au total, 37 membres de ma famille

ont été massacrés. Comme tant d'autres victimes, ils n'ont eu droit à aucune sépulture. Je me suis mise à écrire pour les sortir du charnier et recouvrir leurs corps d'un linceul de papier.

Après trois livres centrés principalement sur votre vécu personnel, vous avez opté pour la fiction. Votre roman *Notre-Dame du Nil* a pour cadre un pensionnat de jeunes filles, où se reflètent les haines raciales qui déchirent la société rwandaise. N'y a-t-il pas aussi une part autobiographique dans ce livre ?

Un écrivain part toujours de ses propres expériences. Les personnages de mon roman sont fictifs, mais je me suis identifiée d'une certaine manière à celui de Virginia, l'une des deux élèves tutsies. Comme elle, j'ai bénéficié du « quota ethnique » qui autorisait 10% de Tutsis dans les lycées. Et ce n'est pas par hasard si j'ai situé l'action au début des années 70, époque où j'étais moi-même lycéenne. On sentait alors monter inexorablement la haine raciale et la volonté d'exterminer les Tutsis, ce que j'ai restitué dans le livre. Cela dit, le recours à la fiction m'a permis de prendre une certaine distance par rapport à mon vécu. Je voulais comprendre les causes profondes du génocide et montrer comment nous en étions arrivés là. Ce roman m'a amenée à la conclusion que nous avons tous été manipulés, tant les victimes que les bourreaux.



Dirk Gebhardt/af

Mémorial du génocide à Kigali, avec des photos de disparus.

est tournée vers le développement.

Qu'attendez-vous de la communauté internationale?

Nous avons besoin de son appui sur le plan judiciaire. Le Tribunal international d'Arusha a fermé ses portes. Au Rwanda, la juridiction traditionnelle des *gacaca* a fait tout son possible pour juger les coupables. Malheureusement, la majorité des responsables du génocide se cachent encore dans les pays occiden-

taux. Ce sont eux qui ont incité les Hutus à prendre des machettes pour aller tuer leurs voisins, leurs amis. Ils doivent répondre de leurs actes. Nous demandons aux pays occidentaux de les arrêter et de les poursuivre en justice. Les génocidaires ne peuvent pas continuer de vivre en toute impunité. ■



Scholastique Mukasonga est née en 1956 dans la préfecture de Gikongoro, au Rwanda. En 1960, sa famille faisait partie des Tutsis déportés à Nyamata, une région inhabitée et insalubre. La jeune fille a étudié dans un lycée de Kigali, avant de fuir son pays à l'âge de 17 ans. Réfugiée au Burundi, elle y rencontre son futur mari, un ethnologue français. Depuis 1992, Scholastique Mukasonga vit

en Normandie, où elle travaille comme assistante sociale. Elle a publié deux récits autobiographiques, *Inyenzi ou les Cafards* (2006) et *La femme aux pieds nus* (2008), puis un recueil de nouvelles, intitulé *L'Iguifou* (2010). Son premier roman *Notre-Dame du Nil*, paru en 2012, a remporté plusieurs prix littéraires, dont le Renaudot.

La juridiction traditionnelle des «gacaca» a fait tout son possible pour juger les coupables.

En quoi consistait cette manipulation?

Les colonisateurs belges ont fabriqué de toutes pièces des catégories ethniques, allant jusqu'à définir une différence physique entre Hutus et Tutsis. Sur cette base, ils ont introduit en 1931 une carte d'identité mentionnant l'appartenance ethnique. Or, les ethnies n'existent pas au Rwanda. Aucun critère physique ne permet de distinguer un Hutu d'un Tutsi. Tout le monde parle la même langue, le kinyarwanda. Il n'y a pas de régions occupées par un groupe plutôt que l'autre. La première mesure que le gouvernement a prise au lendemain du génocide a été d'éradiquer cette maudite carte

d'identité ethnique. Aujourd'hui, il n'y a plus ni Hutus ni Tutsis au Rwanda. C'est ce qui fait notre force.

Croyez-vous qu'une paix durable puisse s'instaurer dans votre pays?

Je suis profondément convaincue que nous allons vers la réconciliation. Nous nous donnons les moyens de dépasser cette haine qui nous a détruits. Les nouvelles autorités ont la responsabilité de restaurer l'unité nationale et de créer un pays où tout le monde aura sa place. On voit déjà les premiers résultats de cette politique. Aujourd'hui, le Rwanda est en plein essor. C'est une nation qui travaille et qui

Service



Festival balkanique

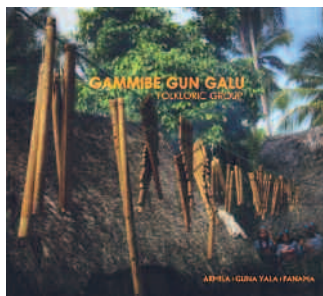
(hel) La culture est un vecteur de démocratie et contribue à la résolution de conflits. Elle fournit d'innombrables occasions de favoriser le développement social, peut constituer une source de revenus et permet d'établir des liens avec les plus démunis. Preuve en est le Programme culturel suisse (SCP) dans les Balkans occidentaux, qui s'est achevé récemment : durant quatorze ans, la Suisse a aidé des milliers de créateurs – individus, groupes ou organisations – à réaliser toutes sortes de productions et de manifestations ; elle a financé notamment des actions et des projets de longue haleine qui dépassaient

le cadre régional et n'étaient pas limités à certaines catégories sociales. La publication *Cultural Encounters* tire un bilan de cette aventure. Par ailleurs, divers projets artistiques parrainés par le SCP seront présentés à partir d'octobre, lors du festival Culturescapes qui se tiendra dans différentes localités suisses. Cette manifestation pluridisciplinaire sera l'occasion de découvrir la création balkanique contemporaine.

- *Festival Culturescapes Balkan 2013, à partir du 19 octobre jusqu'en décembre ; programme sous www.culturescapes.ch*
- *François Matarasso : « Cultural Encounters – Swiss Cultural Programme in South Eastern Europe 1999 – 2012 », à télécharger sous www.scp-ba.net*
- *« Kultur und... Entwicklung – Die Wirkungsdebatte am Beispiel des Swiss Cultural Programme Balkan SCP », 6 décembre, Kornhausforum Berne, www.kornhausforum.ch*

Un disque pour sauver les tortues de mer

(er) Formé de 365 îlots coralliens, l'archipel de San Blas (ou Kuna Yala) se situe dans la mer des Caraïbes, sur la côte nord-est du Panama. Les 32 000 Indiens Kuna qui l'habitent bénéficient d'une semi-autonomie et vivent



en harmonie avec la nature. C'est ici que le groupe folklorique Gammibe Gun Galu a été créé en 1973 par Santiago Campillo. En 2012, il a enregistré son premier CD, dont les recettes sont consacrées à la protection des tortues de mer menacées d'extinction. Chaque morceau est dédié à une espèce animale. On croit y reconnaître des cris d'animaux dans les palmiers, dans la forêt pluviale ou sur le sable corallien, des trilles d'oiseaux ou le piétinement du tapir. Les musiciens jouent à chaque fois une autre flûte de Pan, faite à la main avec des roseaux, des pincettes de crabe ou un

crâne de tatou. Quant au rythme, ce sont des femmes qui le donnent sur des calebasses ou des maracas. Il en résulte une musique minimaliste à la Steve Reich, poussée à l'extrême. Comme le rythme, les sonorités et leur intensité varient de façon quasi imperceptible, formant un continuum filigrané qui enveloppe et berce notre oreille. « *Gammibe Gun Galu* » (label *Yauk Galu/en ligne*), <http://gammibe-gun-galu.bandcamp.com>

Une colère toujours actuelle

(er) Le chanteur d'origine algérienne Rachid Taha saisit l'auditeur par sa voix gutturale et expressive. On perçoit toujours, chez cet artiste de 55 ans, la colère contre la xénophobie et le racisme, qu'il exprimait déjà il y a plus de trente ans avec son groupe de l'époque, Carte de séjour, et qui a fait de lui l'enfant terrible de la scène musicale française. Datant de 1993 et maintenant réarrangé pour son neuvième album solo, le morceau *Voilà voilà* en témoigne. Rachid Taha marie Orient et Occident. Il s'appuie sur d'excellents musiciens pour créer un rock'n'raï mêlant des riffs magistraux de guitare électrique au jeu du luth maghrébin et de la mandole, ainsi que l'électro à la tradition. C'est ainsi qu'avec un parlé-chanté évocateur et la voix d'Oum Kalsoum, Rachid Taha tournoie magnifiquement dans l'aura de cette légendaire chanteuse égyptienne. En duo avec Jeanne Added, il propose aussi une version arabo-anglaise de



It's Now or Never, l'interprétation par Elvis Presley de l'immortel *O Sole Mio* napolitain. Cet air risque bien d'être fredonné longtemps par ceux qui ont le bonheur de l'entendre.

Rachid Taha : « *Zoom* » (Naïve/Musikvertrieb)

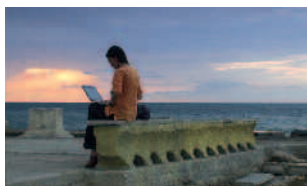
Le chant du cygne d'Hector Zazou

(er) Le tout dernier album du compositeur français Hector Zazou, décédé fin 2008, tient ses promesses. Quatre voix féminines ensorcelantes, allant du soprano léger au contralto avec ses inflexions plus graves, sont au premier plan. Ces solistes, qui forment l'Eva Quartet, ont fait partie du célèbre chœur Le Mystère des Voix bulgares. Leur chant s'élève au-dessus du somp-



tueux tapis sonore produit par une instrumentation complexe. Douze morceaux brillamment arrangés mettent en valeur plus de cinquante musiciens exceptionnels venant d'horizons très divers (jazz, rock, pop, folk, world, électronique, avant-garde). Laurie Anderson, reine américaine de la musique expérimentale, pose des paroles éclairantes sur la supplique orthodoxe des cantatrices bulgares, l'accompagnement étant assuré par le Bollywood Orchestra indien. Hector Zazou fait ainsi preuve d'une magie intemporelle dans cette œuvre posthume qui jette des ponts polyphoniques entre sonorités archaïques et musiques de notre temps.

Eva Quartet & Hector Zazou : « *The Arch* » (Elen Music)



La résistance moderne passe par Internet

(dg) Leurs voix sont ignorées, interdites, censurées. Mais Yoani Sánchez, Zeng Jinyan et Farnaz Seifi ne se laissent pas intimider. Ces femmes intrépides, héroïnes du documentaire *Forbidden Voices* (qui a obtenu plusieurs distinctions), représentent une nouvelle génération de résistantes modernes, connectées à Internet. À Cuba, en Chine et en Iran, ces pionnières font chanceler, grâce à leurs blogs, le monopole de l'information détenu par l'État. Le film suit l'itinéraire dangereux de ces rebelles contemporaines et montre l'usage qu'elles font des médias sociaux – Facebook, YouTube ou Twitter notamment – pour dénoncer les dysfonctionnements dans leurs pays. La pression politique qu'elles créent ainsi a des résonances planétaires, au point que *Time Magazine* les classe parmi les voix politiques les plus influentes du monde. Basé sur leurs témoignages émouvants et sur des prises de vues clandestines, *Forbidden Voices* rend hommage à la détermination de ces femmes courageuses. Barbara Miller : « *Forbidden Voices* », documentaire, Suisse 2012, durée 92 minutes, dès 16 ans ; informations : Films pour un seul monde, tél. 031 321 00 30, www.filmeewelt.ch

Marché du travail de la coopération

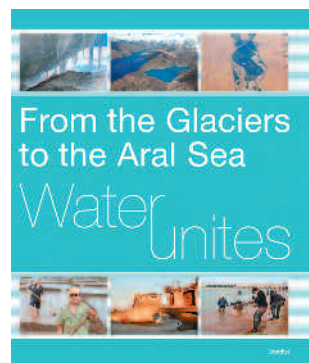
Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (cinfo) a publié en juin son deuxième *Rapport sur le marché suisse du travail de la coopération internationale*. Ce

document fournit de précieux renseignements sur les employeurs, les formations offertes, les profils demandés, les postes à repourvoir, etc. Il sert d'ouvrage de référence pour les spécialistes de la coopération au développement et les professionnels intéressés, ainsi que pour les cadres d'entreprises et les responsables des ressources humaines.

www.cinfo.ch

L'eau unit

(bf) L'eau a la faculté d'unir comme celle de susciter des conflits, une évidence plus flagrante en Asie centrale que dans n'importe quelle autre région du monde. Toutefois, ce n'est pas seulement l'eau qui rapproche le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, mais également la richesse de leurs cultures, une grande abondance de ressources naturelles, des paysages exceptionnels et des gens fascinants. Le livre *Water Unites*, rédigé par les chercheurs allemands Jenniver Sehring et Alfred Diebold, montre à la fois l'étonnante diversité de cette vaste région et son état de dépendance à l'égard de l'eau. Combinant ouvrage scientifique et album de photos, il se divise en deux parties. La première présente (en anglais) des informations générales sur la problématique de l'eau et sur la gestion transfrontalière de cette ressource vitale. Dans la seconde partie, des photos – la mer d'Aral asséchée, de splendides



glaciers ou des marchés bigarrés – font découvrir au lecteur les paysages et les habitants de cette région.

Jenniver Sehring et Alfred Diebold : « *Water Unites – From the Glaciers to the Aral Sea* », éditions Trescher, Berlin 2012

Des Kirghizes oubliés de tous

(bf) Le corridor du Wakhan, à l'est de l'Afghanistan, est tellement isolé qu'il a échappé aux événements qui se sont déroulés dans ce pays depuis les années 70. Au bout de ce corridor se trouve le Petit Pamir, un plateau aride et désertique à plus de 4200 mètres d'altitude, bordé par les plus hautes chaînes de montagnes du monde. Ce paysage lunaire abrite quelque



800 habitants, des éleveurs kirghizes, qui vivent dans des conditions extrêmes. En hiver, la température peut tomber à moins 50 degrés. Il n'y a ni route, ni école, ni hôpital et le village le plus proche se situe à plusieurs semaines de cheval. Depuis douze ans, le photographe français Matthieu Paley et sa femme Mareile ont parcouru le Petit Pamir en toutes saisons. Ils ont produit un livre de photos et de textes, en collaboration avec l'ethnologue Ted Callahan – un des rares scientifiques à s'être spécialisé sur les Kirghizes afghans du Pamir. Leur ouvrage témoigne du dénuement absolu dans lequel vit ce peuple semi-nomade, qui reste malgré tout attaché à sa terre. Il montre de sublimes paysages rarement photographiés jusque-là.

Matthieu Paley, Mareile Paley et Ted Callahan : « *Pamir – Oubliés sur le toit du monde* », éditions de la Martinière, Paris 2012

Vous avez de la monnaie ?

(bf) Pourquoi faire du chinois une branche obligatoire dans les écoles secondaires albanaises ? Pourquoi la petite monnaie est-elle si rare dans les magasins de Belgrade ? Et pourquoi les tampons exercent-ils un effet magique dans les Balkans ? Andreas Ernst répond à de telles questions dans une chronique de la *Neue Zürcher Zeitung*. Il est le correspondant du quotidien zurichois dans cette région, où il vit depuis de nombreuses années (d'abord à Skopje, puis à Belgrade). Ses petits textes sur sa patrie d'adoption ont été regroupés dans un livre, rédigé en allemand et en serbe. L'auteur s'est vu décerner pour cet ouvrage le prix de journalisme de l'organisation allemande Südosteuropa-Gesellschaft. Andreas Ernst : « *Haben Sie Kleingeld ?* » éditions Bernard Waeber/Glosarium, Belgrade 2012

Exilé pour une petite bête

(bf) Mana Neyestani, né en 1973 à Téhéran, est l'un des principaux caricaturistes politiques iraniens. Arrêté et enfermé dans la prison d'Evin, il a pu ensuite se réfugier en Malaisie. Tout avait commencé en 2006 par un dessin anodin, paru dans un journal pour enfants, qui représentait un cafard. L'auteur était très loin d'imaginer les émeutes que cette illustration allait provoquer et qui ont même fait des morts. Il avait placé dans la bouche de l'insecte un mot en azéri, langue parlée par un peuple minoritaire vivant dans le nord de l'Iran. Les Azéris s'étaient indignés d'être pris – selon eux – pour des cafards. Le dessinateur et son rédacteur en chef ont été immédiatement



emprisonnés. C'est ainsi qu'a commencé l'odyssée qui a finalement poussé Mana Neyestani à l'exil. Aujourd'hui, il vit en France, grâce à l'organisation Reporters sans Frontières. Il a relaté son histoire dans la bande dessinée *Une Métamorphose iranienne*, qui critique également l'impitoyable régime en place dans son pays et les rouages internationaux de l'asile.

Mana Neyestani : « Une Métamorphose iranienne », éditions ça et là, Bussy-Saint-Georges 2012

Liens entre religion et développement

(jls) On assiste à un regain de ferveur religieuse dans le monde, accompagné par une montée de l'intégrisme. Ce phénomène a des implications directes sur les politiques et les pratiques du développement. C'est à ces liens que la *Revue internationale de politique de développement* consacre son édition 2013. Une quinzaine d'auteurs

analysent les réticences et les difficultés des praticiens du développement à intégrer la religion dans leurs démarches. Ils examinent des initiatives récentes d'agences multilatérales et bilatérales de coopération visant à établir des partenariats avec les organisations caritatives confessionnelles, lesquelles sont devenues des acteurs incontournables du système d'aide. La revue évalue aussi dans quelle mesure certains mouvements religieux, notamment en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine et au Sri Lanka, proposent d'autres approches que les normes néolibérales et démocratiques du développement.

« *Revue internationale de politique de développement* », 4/2013, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, www.poldev.revues.org

Formation postgrade

Voici les cours proposés par l'EPFZ pendant le semestre d'automne 2013 dans le cadre de la préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (Nadel) :

Formation professionnelle entre lutte contre la pauvreté et développement économique (17-20.9)

Planification et suivi de projets (23-27.9)

Relevé et analyse de données qualitatives (2-4.10)

Organiser et piloter des pro-

grammes-pays (7-11.10)
Évaluation de projets (22-25.10)
Décentralisation et gouvernance locale (30.10-1.11)

Perspectives « micro » et « macro » dans la lutte contre la pauvreté (5-8.11)

Analyses de résultats : méthodes et applications (12-15.11)

Gestion de réseaux et de systèmes de coopération (19-22.11)

Problèmes stratégiques actuels de la coopération au développement (3-6.12)

Renseignements et inscriptions : www.nadel.ethz.ch

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Informations : Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53 / 44 12 ; fax 031 324 90 47 / 48 ; courriel : info@eda.admin.ch

Coup de cœur



Des langages scéniques originaux

Sandro Lunin est depuis six ans le directeur artistique du Theater Spektakel à Zurich. Il met l'accent sur les productions de danse et de théâtre venant des pays du Sud.

Voyager, tant à titre privé que professionnel, est pour moi une véritable passion. En outre, cela fait plus de trente ans que je travaille dans les domaines de la danse et du théâtre. Quel que soit l'endroit du monde où je me trouve, je m'arrange pour assister à un spectacle ou rencontrer un membre de mon réseau. Dans les métropoles du Sud, des productions remarquables se créent actuellement. On y développe des langages scéniques originaux. Ce sont des travaux de haut niveau qui évoquent les problèmes de la vie locale. En présentant ces pièces au public suisse, nous lui donnons l'occasion de jeter un regard d'initié sur des pays en développement ou émergents. Le Theater Spektakel a également adopté la formule des formats courts. Nous offrons ainsi une plate-forme à des talents du Sud qui n'ont souvent pas les moyens de réaliser des programmes couvrant toute une soirée. Cette année, je me réjouis d'accueillir deux nouvelles productions congolaises et une version brésilienne de *Mademoiselle Julie* de Strindberg.

(Propos recueillis par Mirella Wepf)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Patrick Kohler, André Marty, Pierre Maurer, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 52200

Couverture : école dans le quartier pauvre de Los Pinos, à Tegucigalpa ; Gabriela Neuhaus

ISSN 1661-1675

« Certains deviennent délinquants pour survivre, d'autres pour s'enrichir toujours davantage. »

Eugenio Sosa, page 8

« Au stade où nous en sommes, faire de la prévention revient à aller puiser de l'eau à une centaine de kilomètres pour éteindre une maison qui est la proie des flammes. »

Julieta Castellanos, page 12

« La majorité des responsables du génocide se cachent encore dans les pays occidentaux. »

Scholastique Mukasonga, page 32
